

P. Castella
J. Charmes
C. Rohineau

RECHERCHES ÉCONOMIQUES A L'O.R.S.T.O.M.
BILAN 1973 - 1976

O.R.S.T.O.M.
PARIS
1977

SOMMAIRE

	pages
- FORMATION DU CAPITAL	
. Approche macro-économique (P. Castella)	3
. Approche anthropologique (J. Charmes)	13
- TRANSFORMATIONS DES MILIEUX RURAUX	
(Cl. Robineau)	39
- CROISSANCE ECONOMIQUE ET ESPACE	
(P. Castella)	51
BIBLIOGRAPHIE	57

AVANT-PROPOS

Depuis 1964, seize Comités Techniques constituent les assises scientifiques de l'ORSTOM. L'actuel Comité Technique d'Economie-Démographie, composé de chercheurs de l'ORSTOM et de personnes extérieures à l'Office, a été mis en place en octobre 1973 pour une période de 3 ans. Il est présidé par M. ROCHEFORT, Professeur à l'Université de Paris I. Comme dans les autres sections de l'ORSTOM, ce Comité Technique est chargé d'élaborer le programme général des recherches, de contrôler la valeur scientifique des travaux, de proposer affectations et recrutements en fonction des programmes.

La dernière réunion du Comité Technique d'Economie-Démographie devait avoir lieu en avril 1976. A cette occasion, il a semblé indispensable de tenter un bilan des recherches économiques (1) exécutées pendant ces 3 années.

Mis à part le cas de quelques travaux commencés antérieurement, ces recherches s'inspirent directement d'orientations discutées et approuvées en octobre 1973.

Le plan suivi se conforme aux trois grands thèmes adoptés à cette époque : formation du capital, transformations des milieux ruraux, croissance économique et organisation de l'espace. Pour le premier thème, qui fait l'objet de deux approches simultanées, deux rapports ont été établis.

A l'évidence, ce bilan ne pouvait se limiter au domaine purement scientifique. Les rapporteurs n'ont donc pas hésité à donner un avis sur certains problèmes de pratique, ou d'organisation de la recherche. Ils ont également eu le souci de proposer des amorces de solution pour l'avenir.

Les auteurs appartiennent à la section d'Economie de l'ORSTOM ; la première version de leur travail a bénéficié des observations faites par les membres du Comité Technique et par les chercheurs de la section.

Paris, 1976, Professeur ROCHEFORT

(1) Le Comité Technique d'Economie-Démographie contrôle les activités d'une trentaine d'économistes et d'une quinzaine de démographes. Seuls les travaux des économistes sont analysés dans ce document.

**Bilan des travaux réalisés dans le cadre du thème
«ACCUMULATION DU CAPITAL»**

APPROCHE MACRO-ÉCONOMIQUE

P. Castella

I - Présentation critique des travaux

1) Les programmes

Huit chercheurs ont travaillé dans le cadre de ce thème directeur :

Côte d'Ivoire

a) CHEVASSU et VALETTE : études (1972-1975) sur le développement du système industriel ivoirien.

b) de MIRAS : étude (complémentaire de celle de CHEVASSU et VALETTE) sur l'apparition du capital privé ivoirien dans les petites entreprises de menuiserie et boulangerie (début des travaux : 1974).

c) SCHWARTZ : rôle du secteur public dans l'évolution du système économique ivoirien (début des travaux : 1974).

Sénégal

d) ROCH et ROCHETEAU : rôle de l'Etat dans l'accumulation de capital national au Sénégal face en particulier à la domination du capital étranger (début des travaux : 1971, conclusion prévue : fin 1976).

Pérou

e) LE CHAU : animation d'un groupe de recherches sur "le rôle de l'Etat comme agent de transformation des structures" (formation du groupe:1974).

Général

f) CASTELA : étude de la production domestique de biens d'équipement dans les pays en voie de développement (début de l'étude : 1974).

Nous étudierons en outre dans le cadre du présent bilan, pour des raisons que nous exposerons plus loin, les travaux de :

g) BLANCHET : Les dirigeants et les changements au Sénégal.

2) Le thème directeur de ces divers programmes apparaît a posteriori s'être déplacé vers l'analyse du rôle de l'Etat dans la définition et la mise en place de l'organisation économique ou socio-économique intérieure.

Ce déplacement apparaît clairement dans les intitulés mêmes de trois des programmes précédents (c, d, et e) :

- SCHWARTZ, entamant en juillet 1974 une étude sur le rôle de l'Etat ivoirien dans la formation du capital national, élargissait rapidement le thème de ses travaux au "rôle du secteur public dans l'évolution du système économique ivoirien". SCHWARTZ estime en effet que le secteur public ivoirien (Etat organismes publics, entreprises publiques et semi-publiques...) doit être considéré comme une entité dotée d'une certaine cohérence globale. Cette cohérence se manifeste non seulement au niveau économique, mais aussi aux niveaux institutionnels, réglementaire, politique... SCHWARTZ cherche à caractériser cette cohérence en définissant les fonctions socio-économiques assurées par le secteur public dans l'évolution du pays.

- ROCH et ROCHETEAU estiment que la caractéristique essentielle du processus d'accumulation au Sénégal est l'importance du recours au capital étranger : le capital privé national apparaît défaillant tandis que la quasi-totalité des moyens publics est absorbée par la réalisation de quelques grands projets. La marge de manoeuvre de l'Etat apparaît ainsi étroite et se trouve confinée à une activité essentiellement réglementaire visant deux objectifs contradictoires : défense de l'entreprise nationale et meilleure expansion possible de l'investissement étranger. Mais il reste que c'est seulement grâce à l'action de l'Etat que pourra se développer un véritable capital national.

- Au sein d'un "Groupe de Recherche Scientifique Pérou" qui regroupe quinze chercheurs péruviens et étrangers appartenant à différentes disciplines scientifiques, LE CHAU anime un vaste programme de travail portant sur "le rôle de l'Etat dans la reproduction ou le dépassement de l'idéologie dominante et du système en place". Partant de l'étude du processus historique de la formation sociale péruvienne, les chercheurs du groupe veulent éclairer les deux questions fondamentales suivantes : est-il possible, dans les pays nationalistes de la périphérie, de se libérer de l'impérialisme sans révolution sociale ? Dans la négative, à quel type de transition aboutissent les politiques réformistes des Etats qui développent un capitalisme d'Etat non bourgeois ?

Les trois autres programmes (a, b, et f) n'étaient pas a priori centrés sur l'analyse du rôle de l'Etat. Ils le sont devenus de fait :

- CHEVASSU et VALETTE constatent que les entreprises étrangères contrôlent plus de 80 % du capital industriel ivoirien. Mais cette situation est le résultat d'une politique délibérée de l'Etat qui se manifeste en particulier par la croissance accélérée et quasi-mécanique du nombre des entreprises agréées au Code des Investissements. L'Etat est en outre le premier bénéficiaire - avant les salariés - de la valeur ajoutée industrielle locale non transférée à l'étranger. L'Etat apparaît ainsi l'organisateur puissant d'un certain type de développement industriel. Cette conclusion a d'autant plus de poids que les entrepreneurs étrangers mettent la stabilité politique du pays et son libéralisme économique au premier rang parmi leurs motifs d'installation en Côte d'Ivoire - conjointement avec la croissance du marché intérieur.

- DE MIRAS, analysant les entreprises ivoiriennes de la menuiserie constate que les entreprises les plus dynamiques ne proviennent pas d'une modernisation d'anciennes entreprises artisanales, mais de la création d'emblée d'entreprises modernes. DE MIRAS souligne l'importance, dans le financement des investissements de la branche, des crédits accordés sous l'impulsion de l'Etat (et de l'épargne investie par certains fonctionnaires).

- Cherchant à expliquer pourquoi la production brésilienne de biens d'équipement a pu se développer de façon relativement substantielle, CASTELLA estime qu'il ne faut pas en chercher la raison dans la politique spécifique menée par l'Etat pour la promotion d'une industrie domestique de biens d'équipement. Il pense que c'est bien plus l'ensemble des orientations politiques globales de l'Etat brésilien qui, à l'intérieur d'une certaine structure économique, ont déterminé la capacité domestique à produire des biens d'équipement ; parmi ces orientations globales, on peut mentionner

le degré d'ouverture au capital international, les choix de l'Etat vis-à-vis de l'alternative consommation-investissement, le degré du contrôle public sur la formation de l'épargne d'une part et le financement des investissements d'autre part...

BLANCHET n'a pas travaillé sur le thème de l'accumulation du capital, mais sur le rôle des divers membres de l'appareil d'Etat sénégalais dans les changements économiques et sociaux qu'a connus le pays depuis le début des années 1960. C'est à ce dernier titre que nous incluons ce chercheur dans le présent bilan. BLANCHET analyse comment l'appareil d'Etat sénégalais s'est transformé dans le sens d'une confusion croissante entre l'appareil d'Etat et l'appareil du Parti, d'une concentration des pouvoirs, d'une bureaucratisation technocratique de l'administration, de la diffusion d'une idéologie nouvelle légitimant - a posteriori - l'action entreprise... Ces transformations ont eu de profondes répercussions sur les rapports entre les diverses instances dirigeantes du régime. Mais les contre-pouvoirs représentés par les confréries maraboutiques, les syndicats et les partis d'opposition (même ralliés), les chefs et associations, les dirigeants militaires, etc..., ont considérablement limité la portée des changements que l'Etat se proposait de réaliser.

On peut donc conclure cette brève présentation des programmes en soulignant qu'à partir de démarches initiales très diverses, les 9 chercheurs concernés par le présent bilan se retrouvent sur ce que CHARMES appelle plus loin un même "thème - carrefour", que l'on formulera schématiquement comme l'analyse du rôle de l'Etat dans la définition et la mise en place de l'organisation économique ou socio-économique intérieure.

Ce déplacement du sens des recherches - de l'analyse de l'accumulation à celle du rôle de l'Etat - semble provenir schématiquement de la démarche suivante : l'étude de l'accumulation de capital national aboutit immanquablement - au moins dans les pays où les chercheurs travaillent - à un nombre restreint de conclusions stéréotypées : prédominance du capital et de la technologie étrangères, ambiguïté ou hypocrisie des politiques de promotion du capital privé national, potentialités récelées par le développement des capitalismes d'Etat. Les chercheurs sentent que l'on pourrait continuer à raffiner à perte de vue sur les divers aspects des précédents stéréotypes, alors que le seul vrai problème est sans doute d'expliquer pourquoi les Etats adoptent les comportements précédents et éventuellement d'imaginer d'autres alternatives.

La nouvelle orientation est évidemment tout à fait compatible avec la poursuite des études sur l'accumulation du capital. WINTER avait d'

ailleurs souligné, dans sa présentation initiale du thème (1), l'importance du rôle de l'Etat dans les processus d'accumulation.

3) Si l'on compare les programmes actuels aux propositions élaborées par WINTER, on constate que deux points importants sont actuellement négligés par les chercheurs : "la distribution économique et sociale des revenus" et "la contribution du milieu rural au financement de l'économie" (les points privilégiés étant : "Le rôle de l'Etat", "les investissements du secteur privé moderne" et, dans une moindre mesure, "l'influence du système monétaire et financier sur le financement de la croissance").

Le premier point n'est traité que très partiellement et imparfaitement par CHEVASSU, VALETTE et CASTELLA à propos de l'étude des salaires et profits industriels. Ces trois chercheurs ont pourtant disposé de données statistiques relativement bonnes, en séries assez longues. Mais les nomenclatures comptables (macro ou micro-économiques) traditionnelles restent très insatisfaisantes pour une véritable analyse des rapports entre distribution des revenus et accumulation du capital.

Le second point : "Contribution du milieu rural ou financement de l'économie", sera sans doute traité ultérieurement, de façon plus ou moins directe, par ROCH, LE CHAU et peut-être SCHWARTZ. ROCH compte étudier dans une thèse d'Etat le rôle du surplus tiré de la production arachidière dans l'ensemble du processus d'accumulation : montant du surplus, mode de prélèvement, utilisation. Trois des quatre équipes du Groupe de Recherche qu'anime LE CHAU sont directement concernées par l'analyse du rôle des différentes catégories de producteurs agricoles dans le financement de l'accumulation. Le poids dans l'économie ivoirienne des grandes sociétés publiques ou semi-publiques de développement agricole ainsi que l'importance financière d'organismes tels que la Caisse de Stabilisation ou le Crédit Agricole amèneront sans doute SCHWARTZ à analyser les emplois auxquels l'Etat ivoirien affecte le surplus tiré de l'agriculture. Mais on peut déjà prévoir que faute d'autres données, les chercheurs concernés seront contraints de se limiter à une analyse macro-économique très globale.

En conclusion, il faut répéter que sur les deux points précédents, l'analyse ne progressera que lorsqu'auront été réalisées des enquêtes statistiques directes, menées avec des nomenclatures non traditionnelles (pour les catégories socio-économiques, les types de revenus, les unités budgétaires) Les efforts récents en ce sens de divers organismes internationaux constituent une initiative prometteuse que les chercheurs de la section ne devraient pas méconnaître.

(1) WINTER G. L'accumulation du capital en milieu sous-développé et en relation avec le pouvoir et le savoir. ORSTOM, Paris, 1973 - multigr.

4) Les travaux adoptent un point de vue relativement indéterminé qui se situe quelque part entre les études appliquées et les études plus fondamentales.

Les programmes présentés plus haut, à l'exception de ceux de BLANCHET et CASTELLA, sont réalisés à la demande des gouvernements intéressés (a et b) ou avec leur soutien explicite et actif (c, d, et e). Ceci explique la place prépondérante occupée dans les rapports par l'aspect : présentation et analyse de l'information. Les préoccupations plus "fondamentales" apparaissent alors sous la forme de multiples remarques incidentes qui dans un tel contexte prennent souvent l'apparence de jugements sur la conduite politique des Etats (sur le thème général de l'extraversion). Cette position critique est évidemment très souhaitable ; elle est en outre de mieux en mieux entendue parmi les membres jeunes des équipes dirigeantes de divers pays en voie de développement. Mais les rapports des chercheurs en acquièrent un point de vue hybride qui est en tout cas très insatisfaisant du point de vue de la recherche fondamentale.

Dans le même sens, on peut noter que les travaux désignés par WINTER sous la rubrique "Critique théorique et renouvellement des concepts" (1) ont été totalement négligés si l'on excepte l'article de COUTY : "Peut-on perfectionner les théories du développement ?" (2).

De multiples débats ont déjà eu lieu au sein de la section sur cette question du partage entre études fondamentales et études appliquées. Contentons-nous ici de constater que les vieilles ambiguïtés persistent, autant du fait de l'organisation du travail au sein de la section que de la façon dont sont décidées concrètement les affectations.

5) La communication entre chercheurs :

On peut d'abord souligner deux points positifs :

- la disparition de fait des conflits de chapelle quand des chercheurs de chapelles différentes travaillent sur les mêmes problèmes : ROCH et ROCHETEAU, de formation anthropologique, travaillent "comme des macro-économistes" quand ils traitent de la politique du crédit au Sénégal ; il reste à trouver des exemples de macro-économistes travaillant "comme des anthropologues".

- la synthèse effective des points de vue micro et macro-économique dans les travaux de LE CHAU.

(1) cf. WINTER G. op. cité.

(2) cf. Cahiers de l'ORSTOM. Série Sciences Humaines. Vol. XII n° 3, 1975, pp. 1 à 8.

Ces deux illustrations d'une plus grande unité entre les diverses tendances scientifiques existant au sein de la section ne sont cependant que deux cas isolés. La valorisation réciproque de ces tendances, qui a souvent été souhaitée et présentée comme une remarquable originalité potentielle de la section, reste à l'état de virtualité.

D'autre part, on ne peut que constater l'absence de progrès dans la collaboration avec d'autres disciplines et notamment la démographie et l'agronomie. Les possibilités de collaboration sont toujours aussi évidentes - notamment dans les domaines de l'économie urbaine et des opérations de développement agricole, mais le problème de l'animation institutionnelle d'une telle collaboration reste pendant.

II - Travaux futurs de la Section.

La brève analyse précédente, permet, semble-t-il de dégager un certain nombre de questions concernant les travaux futurs de la Section.

1) Nous ne reviendrons pas sur les problèmes d'organisation du travail si ce n'est pour faire la remarque suivante : il est regrettable que le regroupement des chercheurs autour du thème : "rôle de l'Etat dans l'organisation économique intérieure" se soit faite un peu par hasard ; si ce regroupement avait été le fait d'une démarche plus collective et mieux coordonnée, les résultats des travaux auraient probablement beaucoup gagné en substance.

2) Des recherches sur le rôle de l'Etat demandent des connaissances très vastes que seuls les chercheurs confirmés de la Section sont à même de maîtriser. Une orientation déliée des recherches de la Section dans ce sens supposerait au minimum :

- que ces chercheurs confirmés conduisent des études fondamentales sur la nature de l'Etat, les groupes qui le constituent, son organisation, son idéologie...
- que d'autres chercheurs, sous l'impulsion des premiers, poursuivent un certain nombre d'études plus ponctuelles analogues à celles de BLANCHET sur les élites au Sénégal ou abordant des sujets plus proprement économiques comme par exemple, le rôle de l'Etat dans la distribution des revenus ou du crédit.

De telles recherches sont évidemment tout à fait compatibles avec la poursuite des études sur l'accumulation du capital.

3) Pour éviter que les recherches ne se stérilisent dans la redécouverte permanente des stéréotypes évoqués ci-dessus, on peut envisager plusieurs propositions, outre l'orientation précédente en faveur de l'étude du rôle de l'Etat :

- affectation des chercheurs dans des pays "différents" :
les chercheurs concernés travaillent tous en effet dans des pays d'économie libérale pauvres en ressources (seul le Pérou s'écarte théoriquement de ce modèle) ;
- lancement d'études nouvelles sur la distribution des revenus ou le financement de l'économie par l'agriculture ou approfondissement de notions confuses comme la faible taille des marchés intérieurs des pays en voie de développement ou la rentabilité relative des entreprises de ces pays ;
- réflexion sur les conditions économiques concrètes (circuits de financement, liaisons inter-industrielles, tarifs douaniers, systèmes de formation professionnelle...) qui permettraient un développement moins "dépendant" des pays du Tiers-Monde.

4) Une distinction beaucoup plus claire devrait être opérée entre travaux destinés aux interlocuteurs locaux et travaux de recherche. Ceci aurait l'avantage d'alléger considérablement les premiers et d'augmenter sensiblement la quantité (et sans doute la qualité) des seconds. Cette distinction est en outre appelée par l'évolution actuelle qui tendra de plus en plus à faire apparaître les activités de recherche comme sous-produit d'activités d'assistance technique.

x x
x

Annexe. Recherches sur le développement du système industriel ivoirien, par

A. VALETTE et J. CHEVASSU.

A. VALETTE résume de la façon suivante le travail effectué de 1973 à 1976 :

L'objet de notre travail a été l'étude du fonctionnement du secteur industriel ivoirien afin d'en mettre en évidence les mécanismes de croissance et les répercussions sur l'économie nationale.

Le choix de ce thème est justifié par la conjonction de deux faits : d'un côté une réalité locale qui s'affirme à tous, à savoir la très forte progression de la production industrielle ivoirienne, de l'autre une préoccupation théorique qui s'impose, c'est-à-dire la convergence des débats sur le sous-développement vers les mécanismes de l'accumulation du capital.

La notion de "fonctionnement d'un système" nous a conduit à organiser la recherche selon trois axes : la mise en place des structures de production, les stratégies des partenaires de l'industrialisation, la mesure et le diagnostic des effets de développement.

- La première approche est centrée sur l'analyse dynamique des entreprises (en tant que cadre physique de la production) et des types d'activités (contenu et évolution des processus de production).

- La seconde vise à l'identification des partenaires sociaux de l'industrialisation (Etat, entreprises, salariés) et à la caractérisation de leurs stratégies.

- La troisième concerne les possibilités de développement autonome du secteur. Les deux concepts au centre de cette dernière analyse sont ceux d'intégration et de dynamisme, le premier étant entendu comme un phénomène d'internalisation des flux mesurables à divers moments, le second faisant référence aux capacités de croissance auto-cumulative de l'appareil industriel.

Après une série de publications sur différents aspects de ce programme, deux synthèses sont en voie d'achèvement, l'une sur les structures de production, l'autre sur les stratégies, une troisième est en cours (effets de développement).

**Bilan des travaux réalisés dans le cadre du thème
«ACCUMULATION DU CAPITAL»**

APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE

J. Charmes

Afin de dresser le bilan des travaux des économistes sur le thème de la "Formation du Capital" (approche anthropologique), il est nécessaire de ne pas s'en tenir aux seuls chercheurs formellement rattachés à ce thème (à savoir Gilles BLANCHET, Claude de MIRAS, Jean ROCH, Guy ROCHEATEAU et Gérard ROY), et d'étendre le bilan aux chercheurs plutôt rattachés au thème "Transformation des milieux ruraux". La question que l'on est ainsi amené à se poser est celle de la compréhension des itinéraires et des objectifs poursuivis par les chercheurs qui ont choisi en définitive l'accumulation du capital comme objet de leurs investigations et de leurs réflexions.

Il s'agit donc, au sein de l'ensemble des chercheurs se définissant comme "anthropologues-économistes", d'établir avec le maximum de précision la situation relative des uns par rapport aux autres, pour tenter de comprendre comment ces positions ont pu s'affirmer et se cristalliser à travers les grands thèmes de synthèse qui ont recoupé les thèmes d'orientation et finalement jalonné l'histoire de la section d'économie durant les 3 dernières années ; comment enfin ces positions pourront se perpétuer ou évoluer dans les perspectives que l'on peut tracer pour la recherche économique en coopération.

- 1) Situations relatives des anthropologues-économistes.
- 2) Les grands thèmes de synthèse qui ont recoupé les thèmes d'orientation et regroupé les recherches individuelles.
- 3) Les perspectives d'avenir pour la recherche économique en coopération.

I - Situations relatives des anthropologues-économistes les uns par rapport aux autres.

Il est difficile d'établir une distinction claire et nette entre les travaux des économistes ruraux entrepris dans le cadre du thème "Transformation des milieux ruraux" et ceux entrepris sous l'intitulé "Formation du capital". De ce point de vue, les thèmes de synthèse permettent d'opérer des découpages plus pertinents (cf. infra paragraphe 2).

A l'exception de Philippe BONNEFOND qui, en privilégiant le calcul économique, a donné délibérément une orientation plus technique à ses travaux sur la mécanisation et la modernisation de l'agriculture en Côte d'Ivoire, et qui de ce fait occupe une position particulière dans la section, la totalité des chercheurs se rattachant à ces deux thèmes relèvent de l'Anthropologie économique.

Les Anthropologues-économistes n'en constituent pas pour autant un groupe homogène : un clivage fondamental, auquel fait allusion Claude ROBINEAU dans le cadre du présent bilan, semble être le recours à l'Histoire. Dans tous les cas, le point de départ de l'analyse est la réalité actuellement observable (c'est le propre des travaux de terrain), mais cette analyse conduit les uns à faire de l'Histoire leur objet d'investigation essentiel et en fin de compte leur point d'arrivée, leur aboutissement ; alors qu'elle conduit les autres à l'analyse des modalités actuelles de pénétration de l'économie marchande, autrement dit à l'analyse des politiques de développement et de leurs effets : la fonction de l'Histoire est alors strictement limitée à l'éclairage de certains éléments de la situation actuelle. Il est important de noter que ce clivage constitué par l'histoire ne correspond pas toujours à des ruptures de problématique, mais semble plutôt recouvrir une rupture d'ordre méthodologique entre les deux composantes contradictoires (Anthropologie et Economie) qui sont à la base même de la formation de ce "domaine contesté" qu'est l'Anthropologie économique (1).

Le versant anthropologique conduirait ainsi à l'Histoire, et les études des économistes qui en relèvent se différencieraient très peu de celles des sociologues ; alors que le versant économique conduirait à l'analyse des politiques globales de développement.

(1) Ces tendances et ruptures sont d'ailleurs observables, de manière symptomatique, dans l'Anthropologie économique telle qu'elle existe à l'extérieur de l'ORSTOM.

Ainsi pourrait-on penser que les deux thèmes "anthropologiques" de la section ont respectivement recouvert ces deux tendances : la "Transformation des milieux ruraux" ayant accouché de l'Histoire, et la "Formation du capital" de l'Economie politique du développement. Cela semble avoir été le cas jusqu'à un certain point : dans le cadre du thème "Transformation des milieux ruraux", Jean-Louis BOUTILLIER (Anthropologie économique des Koulango-Nord de la Côte d'Ivoire), Emmanuel FAUROUX qui a soutenu en 1975 une thèse sur : "La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'histoire d'une articulation ratée" - Madagascar, Jean Marc GASTELLU (qui vient de terminer la rédaction de sa thèse sur l'histoire économique et politique des pays serer au Sénégal), et Claude ROBINEAU (Etude des origines historiques des dynamismes économiques à Tahiti), ont largement fait appel à l'Histoire.

Cependant, dans le cadre du thème "Formation du capital", c'est une approche plus macro-économique qui tendait à prévaloir ; Jean ROCH et Guy ROCHETEAU ont étudié les conditions de l'accumulation du capital en secteur moderne sénégalais (et à ce titre, ils relèvent du bilan établi par Pierre CASTELLA, ainsi que Claude de MIRAS qui étudie les petites industries ivoiriennes). De plus Jean ROCH prévoit d'analyser l'articulation du système de l'arachide au procès de la formation du capital au Sénégal, ce qui l'amènera à poser le problème du prélèvement et de l'utilisation du surplus agricole. De leur avis même, Jean ROCH et Guy ROCHETEAU se situent à la charnière des deux approches du thème : "Formation du capital" (macro-économique par leur objet, mais fondamentalement anthropologique par leur méthode et leur problématique). Dans une large mesure, c'est aussi le cas de Gilles BLANCHET qui, par une analyse théorique et documentaire, tente d'élucider le rôle des élites dans le changement économique au Sénégal. Enfin Gérard ROY, de par l'ampleur de la problématique et de l'objet de sa recherche sur l'évolution économique de Madagascar, se situe également à cette charnière, ainsi qu'à la charnière avec l'Anthropologie économique historisante.

Pourtant cette énumération discriminante dans le cadre des deux thèmes anthropologiques ne permet pas de recenser l'ensemble des chercheurs concernés. En fin de compte, on pourrait dresser le schéma suivant : à l'intérieur du thème : "Transformation des milieux ruraux", on a assisté à une bipolarisation ; autour de l'Histoire et de l'Anthropologie économique au sens strict (chercheurs déjà cités plus haut) d'une part, et autour des politiques de développement, ou plus précisément des projets de développement (Gérard ANCEY, Jacques CHARMES) d'autre part. Les chercheurs de ce second pôle semblent irrémédiablement attirés vers la position-charnière occupée par ROCH et ROCHETEAU (deux chercheurs qui ne furent pas fondamentalement historisants lorsqu'ils s'occupèrent d'anthropologie rurale) mais cette position reste fondamentalement

orientée vers l'agriculture et le secteur informel. En raison de leur optique plus ruraliste, ANCEY et CHARMES ont été amenés à cette perception globale du milieu rural et de l'agriculture - qui s'est jusqu'ici peu reflétée dans les travaux de la section - à l'occasion des travaux d'ordre méthodologique entrepris par le groupe AMIRA sur l'Amélioration des Méthodes d'Investigation socio-économique en milieu Rural Africain et malgache (cf. infra paragraphe 2). D'autre part, parmi les chercheurs non ruralistes du thème "Formation du capital" on assiste également à une certaine attirance vers cette position charnière que constituent les politiques de développement: Alain BERNARD, qui s'était consacré jusqu'à présent à des études sur le secteur industriel, a fait sien le point de vue anthropologique pour aborder l'analyse régionale des effets économiques et sociaux de la coopérative-mohair d'Ampanihy en pays Mahafaly à Madagascar (tel est l'objet de la thèse qu'il vient d'achever).

Certains chercheurs n'ont pas encore réellement subi ces effets de polarisation, même si des signes en sont perceptibles. C'est le cas, semble-t-il et sous toutes réserves, de Daniel DELAUNAY qui étudie les migrations originaires de la vallée du fleuve Sénégal, et en a tout d'abord recherché l'origine historique dans son rapport sur "Migrations et pénétration de l'économie marchande : Le Waalo". C'est le cas aussi de Jean Paul MINVIELLE qui, travaillant dans le cadre du même aménagement de la vallée du fleuve Sénégal, analyse le fonctionnement du système économique et le mode d'acquisition des revenus monétaires, avant de montrer comment l'agriculture traditionnelle peut ou ne peut pas s'intégrer dans les objectifs des projets d'aménagement. C'est le cas enfin de Jacques WEBER qui compare les structures agraires et l'évolution qu'elles ont subie dans deux régions de la province cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. Le recours à l'Histoire donne une perspective diachronique à son argumentation principale qui est finalement assez proche de la démarche géographique. Ces trois chercheurs sont d'ailleurs engagés dans des actions interdisciplinaires avec des géographes de l'ORSTOM.

Cette discrimination par l'Histoire n'est donc pas totale. Rares sont les chercheurs qui n'y font pas du tout appel : c'est le cas de Gérard ANCEY, qui est issu du thème "Analyse régionale". Elle n'est pas définitive ni irréversible : l'analyse des effets du tourisme ou d'une innovation telle que la periculture se range parmi les préoccupations de Claude ROBINEAU en Polynésie, et Jacques CHARMES a étudié la constitution historique de la rente foncière au Lac Alaotra (à Madagascar) pour tenter d'en saisir les tendances actuelles.

Il ne s'agit évidemment pas de nier le rôle de l'Histoire dans l'analyse explicative des phénomènes actuels, mais plutôt d'essayer d'en com-

prendre l'importance et la fonction, différentes selon les chercheurs. Or il semble bien que celles-ci soient affaires de circonstances, plus que d'affinités personnelles ou de problématiques. Ce sont les recherches relativement indépendantes et individuelles (financées directement par l'ORSTOM) qui sont les plus historisantes ; alors que les recherches sur conventions (Migrations Haute-Volta pour ANCEY, Opérations de développement rural pour CHARMES) l'étaient moins, non pas tellement parce que la recherche historique y serait interdite de séjour, mais plutôt parce que les problèmes y sont posés et appréhendés sous un autre angle : par nature (mais une nature qui n'est pas innée), l'anthropologie économique est à dominante historique, alors que l'analyse des politiques de développement est à dominante économique.

En résumé, les spécialisations à tendance anthropologique au sein même du thème "Transformation des milieux ruraux" n'ont pas les mêmes caractéristiques. L'une : l'Anthropologie économique, présente une forte tendance centripète autour de l'Histoire (celle-ci étant le niveau de généralisation et de signification des enquêtes ponctuelles ou régionales). L'autre, que l'on pourrait appeler Economie anthropologique présente plutôt une tendance centrifuge, puisque ses tenants évoluent progressivement vers le thème "Formation du capital", dans une perspective à la fois anthropologique et macro-économique (les politiques de développement étant le niveau de généralisation et de signification des enquêtes ponctuelles ou régionales). Mais dans l'un et l'autre cas, la perspective anthropologique constitue une manière originale et unitaire d'appréhender les problèmes, qui évite l'éclatement à la périphérie économique ou l'intégration indifférenciée au centre historique.

Ces tendances ont pris corps à l'occasion des divers thèmes de synthèse au sein desquels les chercheurs se sont retrouvés de façon quasi-spontanée ; mais surtout, elles prennent une signification et une pesanteur particulières lorsqu'on les envisage à la lumière de la ré-orientation de la politique de recherche en coopération, actuellement en cours.

II - Les thèmes de synthèse, ou thèmes-carrefours

La distinction entre thèmes d'orientation et thèmes de synthèse a été suggérée par Guy ROCHETEAU, qui estime qu'une redéfinition des thèmes de la section passe par une claire distinction entre ces deux types de thèmes.

La modernisation des milieux ruraux, l'organisation spatiale de l'économie, l'étude des systèmes économiques "traditionnels", sont des thèmes d'orientation qui délimitent clairement le domaine des compétences et le champ d'activité des chercheurs.

La reproduction sociale, ou les expériences de développement (ou l'accumulation du capital) sont des thèmes de synthèse qui impliquent la participation de chercheurs d'orientations différentes. On ne peut par exemple parler de la reproduction sociale ou des expériences de développement en Afrique sans tenir compte à la fois de la dynamique des milieux ruraux et de la dynamique de la société globale, sans tenir compte à la fois des problèmes de décision et des problèmes de structure".

Les thèmes de synthèse réunissent ainsi, de manière spontanée ou quasi-spontanée des chercheurs en cours ou en fin d'enquête de terrain, parce qu'ils correspondent aux questions déterminantes que les chercheurs se posent à un certain niveau d'élaboration et d'analyse de leurs matériaux : questions qui ne sont évidemment pas indépendantes des discussions scientifiques qui ont lieu dans les différents domaines de leur recherche.

La question que l'on peut se poser est de savoir si des thèmes de synthèse peuvent devenir thèmes d'orientation, à l'occasion d'un bilan tel que celui-ci. "L'accumulation du capital, du pouvoir et du savoir" est un thème qui semble avoir eu cette capacité, ayant été proposé au cours du colloque - bilan des économistes en 1972. Mais la "Reproduction des milieux ruraux", "l'Amélioration des Méthodes d'investigation socio-économique en milieu rural", et les "Expériences de développement", en sont-ils également susceptibles ?

Est-ce d'ailleurs souhaitable ? Les regroupements des chercheurs y perdraient probablement en spontanéité et donc en productivité. On peut penser néanmoins que des thèmes de synthèse devenus thèmes d'orientation n'empêcheraient pas l'éclosion ultérieure de nouveaux thèmes de synthèse, plus précis et donc permettant de définir des affinités plus solides et plus durables : en institutionnalisant des regroupements spontanés, ce système faciliterait peut-être le développement du travail en équipe et des actions interdisciplinaires.

Avant de se prononcer, il est sans doute préférable de dresser le bilan et d'examiner le déroulement des divers thèmes de synthèse apparus au sein de la section durant la période examinée.

a) L'accumulation du capital, du pouvoir et du savoir

L'étude des dynamismes mourides par comparaison entre les sociétés Wolof et Sérér au Sénégal a donné lieu à une importante publication-Bilan : "Maintenance sociale et changement économique au Sénégal. Tome I : Doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides. Tome II : Pratique du

travail et rééquilibres sociaux en milieu Sérer".

A partir de 1971, une partie de cette même équipe de chercheurs économistes a redéfini et élargi ses objectifs à l'étude de la Formation du capital au Sénégal. La méthodologie et la problématique de cette recherche ont été exposées dans un document collectif intitulé : "Structures sociales et développement économique : contribution à l'étude de la formation du capital au Sénégal", où d'entrée de jeu, l'accumulation du capital est reliée à celle du pouvoir et du savoir, ce qui amène à poser le problème en terme de "réussite économique des groupes et individus nationaux".

C'est dans cette optique que Gilles BLANCHET a débroussaillé l'abondante littérature qui existe sur l'émergence et le rôle des élites, et la réussite sociale d'une manière générale.

Dans le cadre sénégalais, il s'agissait pour lui d'établir les relations existant ou se créant entre hommes politiques et hommes d'affaires.

Mais très rapidement, le projet de recherche, initialement formulé en termes de réussites économiques individuelles, a été réorienté en privilégiant le rôle de l'Etat : on se souvient que le rôle de l'Etat dans le développement a eu tendance depuis quelques années à devenir un thème de synthèse, non seulement pour la section, mais également pour d'autres disciplines des Sciences Humaines. Pierre CASTELLA a eu l'occasion de s'étendre sur ce sujet dans le bilan qu'il a établi parallèlement à celui-ci : c'est précisément à ce bilan que ressortissent Jean ROCH ("Analyse des médiations publiques dans le procès d'accumulation au Sénégal : le rôle de l'Etat") et Guy ROCHETEAU ("La Banque et le contrôle de l'économie au Sénégal").

Bien que l'on ne puisse assimiler "Anthropologie" et "Milieu rural", les développements du thème "Accumulation du capital, du pouvoir et du savoir" ont donc évolué de telle sorte que c'est principalement dans le cadre du bilan macro-économique qu'ils doivent être pris en compte. Les contributions de l'équipe du Sénégal à l'approche anthropologique ont été faites à l'occasion du thème de synthèse sur la "reproduction des milieux ruraux" (Jean-Marc GASTELLU et Guy ROCHETEAU).

Deux exceptions cependant :

Jean-Marc GASTELLU rédige un texte sur l'histoire de l'émergence d'entrepreneurs nationaux, en remontant à l'accumulation primitive qui a pu intervenir dans le Sénégal pré-colonial (XV^{ème} siècle), puis lors des premiers contacts avec les Portugais (fin XV^è - XIX^è siècles) : durant ces deux

dernières périodes, Jean Marc GASTELLU montre qu'il y a une nette dissociation au niveau des agents entre accumulation de biens et pratique commerciale, puis une élimination des partenaires sénégalais de ces deux fonctions. Élimination qui devient radicale dans la période de domination politico-économique de la fin du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles.

Face à cette mise en perspective historique, on trouve là encore une tentative d'appréhension macro-économique du problème agricole avec Jean ROCH dont une des préoccupations en dehors du rôle des médiations publiques est l'analyse de l'articulation du système de l'arachide au procès de la formation du capital au Sénégal : c'est-à-dire l'analyse des modalités du prélèvement du surplus agricole et de son utilisation. À ce titre Jean ROCH se rattache naturellement au thème reproduction dont l'un des angles d'attaque a été le concept de surplus. Mais les travaux de Jean ROCH étant en cours, il n'a pu apporter une contribution matérielle au groupe "Reproduction".

b) La reproduction des milieux ruraux.

C'est au début de l'année 1974 que Jacques WEBER proposa la constitution d'un groupe de travail et de réflexion sur "les mécanismes de la reproduction des milieux ruraux africains et malgaches". Se référant aux travaux entrepris dans la lignée de Cl. MEILLASSOUX, Jacques WEBER remarquait que les discussions sur le concept de mode de production qui étaient issues de ces travaux, avaient permis de préciser un certain nombre de concepts et d'instruments d'analyse ; ces discussions lui semblant alors dans l'impasse, il proposait de les renouveler en partant des notions de surtravail, surproduit, accumulation et classes sociales. Il s'agissait donc pour lui d'analyser les types de surproduit et les formes d'accumulation et leur résultat : la stratification sociale, afin de forger de nouveaux concepts ou d'améliorer ceux qui étaient déjà disponibles. Telle fut la base réelle de départ des réflexions entreprises par le groupe.

L'accent était mis sur l'analyse de situations concrètes dont le groupe s'efforcerait par la suite d'élaborer la théorie.

S'inscrivant dans le cadre de la tentative de constitution d'un groupe interdisciplinaire d'Anthropologie économique, le thème "Reproduction" réunit rapidement un grand nombre d'économistes et de sociologues, et quelques géographes (mais la participation de ces derniers ne fut jamais très active). Surtout, il réussit à déboucher sur des contributions nombreuses et très diverses. C'est sans doute sa fonction de synthèse, présentée à un moment

opportun qui explique sa réussite : la proposition de WEBER faisait suite aux discussions d'octobre 1972 à l'occasion desquelles nombre de participants avaient montré que leurs préoccupations tournaient autour de ces thèmes.

Les contributions des économistes à ce groupe de réflexion sont au nombre de six (cinq autres contributions étant le fait de sociologues) :

Gérard ANCEY dans : "Variations Mossi sur le thème : reproduction des milieux ruraux mis en contact avec le système capitaliste extérieur", montre que la société Mossi est dysfonctionnelle en raison de la contradiction qui existe entre l'importance du pouvoir monétaire détenu par les cadets (grâce aux migrations) et la faiblesse de l'usage social qu'ils en retirent. Ce dysfonctionnement limite à l'extrême l'investissement dans l'agriculture et amplifie au contraire la migration et l'activité commerciale. L'étude des formes d'accumulation dans la société Mossi, que Gérard ANCEY effectue par le biais d'enquêtes budgétaires originales et sophistiquées (analyse matricielle), l'amène en fin de compte à poser le problème des niveaux de décision au sein des sociétés traditionnelles : et tel sera l'angle d'attaque de sa réflexion méthodologique dans le cadre du groupe AMIRA.

Jacques CHARMES dans : "De l'ostentation à l'accumulation : Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus", essaie de saisir, à travers les modalités de l'émergence et de la captation du surplus, par quels processus les Anciens (détenteurs du pouvoir traditionnel) deviennent des notables à l'égard desquels les parents deviennent des obligés, et les prestations des redevances ; phénomènes qui ne font que traduire des transformations structurelles fondamentales : la constitution d'une rente foncière, et parfois d'un capitalisme agraire, corrélatifs à une prolétarianisation de la petite paysannerie et au développement du salariat ; la constitution également de l'idéologie lignagère en idéologie de classe.

Pour CHARMES, les concepts d'analyse de la transition au capitalisme paraissent caractérisés par une ambivalence fondamentale qu'il essaie maintenant de transcrire dans les enquêtes statistiques pour les trois stades qu'il a déterminés : neutralisation, absorption, dissolution (travaux AMIRA) : en particulier les dépenses ostentatoires, qui prennent leur signification dans la lutte pour le pouvoir, peuvent très bien être considérées comme amorçant le procès de l'accumulation du capital.

Jean-Marc GASTELLU, dans "L'absence de différenciation économique en pays Sérer", procède tout d'abord à une analyse des forces productives et de l'organisation de la production qui l'amène à la conclusion que tous les villageois sont producteurs, et qu'il n'y a pas de main-d'oeuvre salariée. De même, au stade de la répartition du produit, il n'y a pas d'intervention de non-producteurs. Bien plus, des mécanismes existent qui minimisent la différenciation économique : en raison de l'organisation de la parenté, tout producteur appartient d'une part à une unité de production qui dispose du produit dans la mesure de son auto-consommation et de ses besoins monétaires immédiats, d'autre part à une unité d'accumulation qui dispose du surproduit : mais un surproduit dont l'accumulation est non-productive et collective. Malgré l'ancienneté de la pénétration arachidière et de la traite, cette unité d'accumulation et sa fonction n'ont pas été brisées, pas même de la part des Sérer émigrés vers les Terres Neuves ou les centres urbains.

Claude ROBINEAU, dans "Reproduction sociale ou changement en Polynésie Orientale - Le cas Tahitien", dresse une vaste fresque historique allant de l'ancien Tahiti jusqu'à l'époque actuelle et l'installation du Centre d'Expérimentation nucléaire. Le surplus lui apparaît comme un agent de la reproduction sociale, c'est-à-dire de consolidation où de conservation des rapports sociaux traditionnels, lorsque aucun autre phénomène n'intervient pour susciter la croissance : c'est le cas de l'ancien Tahiti (jusqu'à la fin du XVIIIème siècle), et de la société tahitienne "stationnaire" de la première moitié du XXème siècle. En revanche, lorsque des conditions socio-économiques particulières se trouvent réunies du fait de l'intervention de facteurs extérieurs, alors le surplus devient élément de transformation sociale : c'est le cas de la société tahitienne du XIXème siècle où une bourgeoisie terrienne se constitue par prélèvement d'une rente en travail, et encore durant les années 60 qui voient un développement considérable du salariat (lié à l'installation de la base atomique et au subventionnement de l'économie).

Guy ROCHETEAU, dans "Mouridisme et économie de traite. Dégagement d'un surplus et accumulation dans une confrérie islamique au Sénégal", montre que c'est l'offrande religieuse qui est à la base d'une accumulation : Le Mouridisme n'a pas seulement toléré la monétarisation de l'économie (colonisation agricole, expansion arachidière), mais il en a même fait un élément de sa reproduction, se substituant ainsi aux modalités ordinaires de l'accumulation primitive (expropriations, impôts, cultures obligatoires). Le surplus, qui ne fait pas l'objet d'une redistribution aux disciples, est à la fois la sanction du statut du marabout et un moyen de l'élargissement de ce statut. C'est dans ce double phénomène que réside le dynamisme économique de la confrérie mouride : et c'est ce qui permet aussi d'en comprendre les limites.

Enfin, Jacques WEBER, dans : "Types de surproduit et formes d'accumulation : La province cacaoyère du Centre-Sud Cameroun", montre les modifications introduites dans l'organisation sociale et le procès de production par le développement des plantations cacaoyères : procédant de manière comparative, il attribue un rôle important à la pression démographique sur les terres. En tant qu'initiateur du thème reproduction, il est amené à définir avec précision les concepts de surtravail, surproduit, accumulation et articulation des modes de production, à propos des Béti-Bulu-Fang qu'il étudie et en se référant le cas échéant, aux discussions théoriques en cours.

En fin de compte, et au-delà de la diversité des situations concrètes examinées, des problématiques et des méthodes d'analyse, ces diverses contributions du groupe de travail aboutissent à des résultats qui présentent une unité certaine pour peu que l'on s'élève à un certain niveau d'abstraction: c'est d'ailleurs la phase de théorisation dans laquelle se trouvent actuellement les membres du groupe :

Ainsi, par exemple, on peut opérer des recoupements notamment entre les travaux de Jacques CHARMES, Claude ROBINEAU et Guy ROCHETEAU : au niveau des phases de la transition pour les deux premiers ; au niveau d'une demande de consommation qui pourraient-être considérée comme un moteur de l'accumulation, chez les trois chercheurs. (Encore n'est-ce là qu'un exemple des recoupements possibles et qui n'est appréhendé que parce qu'il correspond aux préoccupations actuelles de l'auteur du présent bilan).

Cette vision relativement unitaire est un résultat d'autant plus satisfaisant qu'il sera difficile de lui appliquer la critique traditionnelle selon laquelle on ne saurait trouver à l'arrivée que les ingrédients utilisés au départ.

Ces diverses contributions doivent faire l'objet d'une prochaine publication collective.

Il y a également lieu de se poser la question de savoir pourquoi les collaborations avec les géographes, si nombreuses et si fructueuses sur le terrain, sont très rares pour ne pas dire inexistantes au niveau de l'interprétation théorique des données. La raison en est sans doute que c'est parce qu'ils ne sont pas concurrents au niveau de l'analyse (répugnant en général à la formalisation que recherchent au contraire sociologues et économistes), que les géographes sont admis sur les chasses gardées socio-économiques, et réciproquement : il y a là une limite réelle à la notion d'interdisciplinarité.

Enfin, il convient encore de faire référence ici aux contributions de deux autres chercheurs, que leurs obligations professionnelles ont empêché de collaborer formellement au groupe de travail : il s'agit d'Emmanuel FAUROUX dont la thèse déjà citée est une analyse particulièrement approfondie des structures pré-coloniales des communautés sakalava, des diverses formes d'accumulation qu'elles mettent en oeuvre et des modes de reproduction qui en résultent, des modalités d'insertion et de développement de la production marchande dans les phases coloniale. et post-coloniale pour aboutir au blocage contemporain qui se caractérise par un processus de désaccumulation et par une reproduction sociale de type anomique.

Alain BERNARD, d'autre part, à travers l'étude de la coopérative mohair d'Ampanihy, étudie le processus de destructuration de la formation sociale Mahafaly et le rôle du revenu et de la consommation sur la différenciation économique et sociale. Il s'agit d'une analyse globale des effets d'une initiative technico-économique sur les divers aspects de la réalité sociale : croissance urbaine, apparition d'un salariat et instauration de la domination de la ville sur la campagne et de l'extérieur "national" sur la région : la thèse d'A. BERNARD touche donc à des domaines très divers et qui se retrouvent dans l'ensemble des thèmes de la section.

c) Un groupe de travail sur les "Opérations de développement" avait vu le jour vers la mi-1974, sur l'initiative d'un sociologue. Mais les quelques réunions préparatoires qui réunirent économistes, sociologues et géographes, ne débouchèrent pas sur des activités concrètes réelles et le groupe est actuellement en sommeil. Cet échec relatif - peut-être seulement provisoire - est à attribuer à plusieurs causes :

Tout d'abord, le thème proposé recouvrait largement les réflexions du groupe "reproduction" : une preuve ou une conséquence en était qu'on y retrouvait en majorité les mêmes chercheurs, avec cette différence toutefois que les économistes y étaient moins nombreux et minoritaires.

Il y avait donc, dans une certaine mesure, double emploi. Ce double emploi a encore été exacerbé par le développement d'une contradiction interne au groupe : les géographes, nombreux pour une fois, avaient sans doute été attirés par le caractère concret du thème ; mais dès l'origine, les discussions montrèrent que les non géographes souhaitaient éviter de tomber dans la simple revue de cas, et l'établissement d'une typologie. Cette tendance, qui était surtout le fait des sociologues (parmi eux, rares sont ceux qui ont eu l'occasion d'étudier des opérations en tant que telles), a eu pour résultat un élargissement du thème aux "expériences de développement", c'est-à-

dire aux politiques agraires ou aux politiques de développement rural. Dès lors, l'élévation du degré de généralisation provoquait l'apparition de deux tendances correspondant au discriminant précédemment évoqué : l'une était l'analyse historique des politiques agraires ; l'autre était le remplacement de ces politiques dans le procès d'articulation des modes de production ; les opérations constituaient alors la phase intermédiaire permettant une analyse expérimentale sur cas concrets.

Idéal en théorie, ce schéma qui permettait d'intégrer les sociologues n'ayant pas travaillé sur des opérations de développement proprement dites, cessait dès lors d'être un thème de synthèse et perdait de ce fait ses effets polarisants.

Néanmoins, ce thème reste intéressant à retenir comme thème d'orientation, dans la mesure où il pourrait permettre d'actualiser la complémentarité qui existe chez les anthropologues-économistes entre "historicistes" et "macro-économistes" et d'enrichir les réflexions entreprises.

d) Le groupe AMIRA (Amélioration des Méthodes d'Investigation socio-économique en milieu Rural Africain et malgache) qui s'est constitué à la fin de l'année 1974, doit également être considéré comme un élément de synthèse du thème "Formation du capital" car c'est autour des phénomènes d'accumulation et d'endettement que gravitent les problèmes méthodologiques d'investigation et d'appréhension les plus complexes.

Gérard ANCEY s'était posé la question des niveaux de décision, dès ses premières recherches en Côte d'Ivoire et à l'issue de ses travaux sur la société Mossi en Haute-Volta, avait précisé son approche d'une manière plus formalisée.

De son côté, Jacques CHARMES, à l'occasion des travaux préparatoires à la convention interdisciplinaire sur la région Nord-Tananarive, avait posé le problème du passage de l'enquête villageoise à caractère anthropologique à l'enquête régionale à caractère statistique.

Or, ces deux questions d'ordre méthodologique correspondaient à une critique entreprise par le Service de Coopération de l'INSEE sur la méthodologie et les concepts utilisés par les enquêtes de budgets familiaux ; la position d'ANCEY revenait à mettre en cause l'utilisation de divers concepts tels que ceux d'unité-budgétaire, de ménage, de force active, d'exploit-

tation et à montrer que des enquêtes statistiques à objectifs multiples ne peuvent appréhender correctement la totalité des comportements et des fonctions socio-économiques propres au milieu en limitant leur dispositif d'observation sur une unité de sondage déterminée, considérée comme l'unité majeure de décision ; quant à la position de CHARMES, elle revenait à proposer la communauté villageoise comme unité d'observation, afin de permettre l'intégration de la démarche anthropologique au sein même de l'investigation statistique, afin également de saisir les deux aspects complémentaires du processus de stratification sociale, à savoir l'endettement et son corollaire, l'accumulation.

La collaboration entre l'ORSTOM et l'INSEE, qui se manifeste par la présence de Gérard WINTER au Service de Coopération de ce dernier organisme, devait faciliter la mise en place et le démarrage d'une action conjointe INSEE-Ministère de la Coopération-ORSTOM, sur ce thème, dont certains aspects apparaissent comme prioritaires dans le VIIe Plan.

Les premiers travaux se sont déroulés dans trois directions principales :

- 1) Une réflexion à caractère épistémologique a été menée par Jacques CHARMES qui essaie de trouver et de comprendre les raisons et les orientations qui déterminent le renouvellement des méthodes d'appréhension du milieu rural africain à travers les théories et politiques de développement, elles-mêmes en profonde mutation. C'est l'objet de son texte intitulé : "Théories, politiques et planifications du développement".
- 2) Une réflexion à caractère méthodologique a été poursuivie par Gérard ANCEY qui a défini un certain nombre de niveaux de décision : aînés, cadets, femmes, groupe de production, groupe de consommation, groupe d'exploitation, groupe de résidence, lignage, village ; il a ensuite croisé ces divers niveaux avec des objectifs sociaux et économiques, qui pour certains niveaux peuvent se transformer en contraintes. Appliquant cette méthode à la société Sérér, ANCEY a tenté de montrer qu'elle permettait de saisir l'évolution de cette société et qu'elle était opérationnelle.
- 3) Enfin, l'ensemble des membres du groupe AMIRA ont essayé de mettre en commun leurs réflexions sur la transition aux rapports de production capitalistes, en proposant des séries d'indicateurs ambivalents permettant de saisir les étapes de cette transition et les transformations structurelles qui leur correspondent : en particulier les phénomènes d'accumulation et d'endettement.

C'est dans cette dernière phase que se trouve actuellement engagé le groupe : phase de jonction entre les deux précédentes réflexions ; phase de jonction également entre elles et la critique interne des statisticiens sur leur outil.

4) Les travaux en cours doivent déboucher sur des propositions de méthodes d'investigation à la fois plus pertinentes et plus différenciées, tenant compte des réalités sociales auxquelles elles s'appliquent, tout en s'efforçant de répondre aux objectifs d'information poursuivis par la nouvelle génération d'enquêtes budget-consommation en préparation, et tout en restant dans le cadre des contraintes de coût et de financement liées à ces enquêtes.

Le thème de synthèse que constitue la méthodologie de l'investigation socio-économique en milieu rural présente une caractéristique particulière dont il est indispensable de tenir compte : les questions méthodologiques ne peuvent constituer, dès l'origine, un objet de recherche en tant que tel. En effet, il n'est pas de méthode sans objet, et l'on ne peut poser la question du "comment chercher ?", qu'après avoir posé celles du "que chercher?" et du "pourquoi le chercher?". Bien entendu, les chercheurs en sont à des étapes différentes de leurs propres recherches, et l'affirmation ci-dessus énoncée ne préjuge pas des priorités qu'ils ont suivies au cours de leur recherche, mais signifie bien :

- que la méthodologie n'est pas un thème de recherche au même titre que les autres puisqu'il ne suffit pas de dépouiller la littérature dans ce domaine pour s'y intégrer, alors que c'est la manière dont on procède a priori pour tout autre objet de recherche.

- que les préoccupations épistémologiques sont permanentes et en constant développement, qu'on ne peut donc décider de les classer définitivement à un moment donné.

C'est pourquoi il faut en conclure que ce thème méthodologique peut constituer un excellent thème de passage pour les chercheurs qui ressentent le besoin de dresser le bilan de leurs travaux antérieurs afin de mieux définir l'orientation qu'ils comptent donner à leurs travaux ultérieurs.

III - Les perspectives d'avenir pour la recherche économique Outre-Mer

De par ses origines mêmes, l'ORSTOM est lié à son ministère de tutelle qui est le Ministère de la Coopération. La situation spécifique des

Sciences Humaines à l'intérieur de l'Office a eu tendance à faire oublier cette particularité qui différencie la recherche "de base", laquelle est dans la vocation de l'ORSTOM, de la recherche "fondamentale" qui est le propre d'organismes comme le CNRS ou l'Université. Il serait inutile et malencontreux de soulever cette question, si l'on ne pressentait l'imminence ou du moins la nécessité d'un réalignement rapide, sous peine d'asphyxie à l'intérieur d'un ghetto.

Les changements qui concernent aujourd'hui les relations de coopération entre Etats impliquent en effet cette mutation, en l'absence de laquelle le champ géographique des recherches de l'Office ne pourrait que se restreindre telle une peau de chagrin. Par voie de conséquence, le champ thématique se verrait également réduit à la portion congrue : le maintien d'une pureté "fondamentaliste" irait à contresens des besoins exprimés par les Etats, qui ont, par nature, des aspects appliqués très marqués. Une telle position serait d'ailleurs illusoire car la recherche fondamentale ne peut se nourrir que de recherches de base dont l'ORSTOM est le plus important fournisseur, pour ne pas dire le seul, dans les domaines qui lui sont propres. Et les organismes à vocation fondamentaliste nous donnent parfois l'exemple de l'impasse dans laquelle débouche la recherche fondamentale lorsqu'elle se reproduit en vase clos, sans se nourrir de données empiriques recueillies "sur le terrain".

C'est en vue de se préparer à ce retour plus ou moins imminent et plus ou moins nécessaire à la vocation première de l'ORSTOM comme instrument d'une politique, qu'il est souhaitable de s'interroger sur la manière qui permettra d'aborder cette mutation en conservant le maximum d'autonomie.

Cette évolution inéluctable se traduira, semble-t-il, par une adaptation de l'offre à la demande de recherche. Car l'offre de recherche est, presque par nature, à tendance fondamentaliste, alors que la demande de recherche est, de par les déterminations qui pèsent sur elle, à tendance appliquée. Et la recherche de base, telle que traditionnellement menée par l'ORSTOM en Sciences Humaines, est en quelque sorte un fondamentalisme à base empirique se situant à l'intersection de l'offre et de la demande. Mais jusqu'à une date récente, la demande était déterminée par l'offre, du moins en ce qui concerne les Sciences Humaines dont la fonction restait marginale. L'inversion de cette détermination apparaît désormais évidente et tient au renouvellement des politiques de développement et à "l'extraction subséquente des Sciences Humaines de leur marginalité" (1). Ainsi s'explique le déplacement nécessaire de l'offre vers la demande de recherche.

(1) Cette thèse a été développée dans : J. CHARMES : "Théories, politiques et planifications du développement". 1ère partie. multigr. 1976. 73 p. (AMIRA n° 14).

Mais un tel déplacement ne peut s'opérer que progressivement, par approximations successives, et un équilibre stable ne peut être atteint que par annulation de tendances contraires. C'est pourquoi il n'est pas sans intérêt de constater que les orientations proposées par la Direction des Programmes du Ministère de la Coopération (Sous-Direction des Etudes Economiques et de la Planification) vont dans le sens d'une adaptation de la demande à l'offre : on y retrouve un certain nombre de thèmes de base de la section d'économie,

Il serait cependant dangereux de se méprendre sur la signification réelle de ce pas vers la recherche fondamentale : il s'explique par un certain nombre d'éléments d'ordre conjoncturel dans le rapport des forces qui structurent actuellement la politique de recherche en coopération.

Ce serait se leurrer sur la situation réelle et sur les déterminations auxquelles elle est soumise que de se satisfaire de l'état actuel des choses et de croire qu'il pourra se maintenir sans initiative de la part des chercheurs.

Après avoir examiné l'adaptation de la demande à l'offre à travers les orientations définies par les Services du Ministère de la Coopération, nous essaierons de cerner les déterminations qui pèsent actuellement sur la recherche Outre-Mer, pour finalement montrer en quel sens l'offre pourrait s'adapter à la demande, c'est-à-dire donner des orientations de thèmes de recherche qui soient en même temps une stratégie de tension entre recherche de base et recherche fondamentale, une stratégie d'acquisition optimale d'autonomie(1).

1) Orientations proposées par le Ministère de la Coopération (2)

A) Monde rural et relations internationales

- a) Les mécanismes de formation des prix sur le marché international
- b) La formation du surplus d'origine rurale et son utilisation
- c) Etude du phénomène urbain comme élément prépondérant de l'intégration des sociétés à base rurale dans l'économie internationale

(1) Optimale et non maximale : car si la recherche de base au service d'une politique a ses contraintes, elle a aussi ses avantages, notamment l'accès à une information de première main et quelquefois confidentielle (ce qui est loin d'être le cas de la recherche fondamentale indépendante).

(2) Note d'information du 21/01/1976.

B) Analyse dynamique des sociétés rurales en transition

- a) Etude dynamique des relations Population-Milieu naturel
- b) Etude de synthèse des mécanismes de pénétration de l'économie marchande et de ses conséquences
- c) Etude des capacités d'adaptation et d'innovation des sociétés rurales, notamment au niveau des technologies
- d) Evolution des systèmes fonciers
- e) Analyse des sociétés rurales en transition du point de vue des centres de décision, des rapports sociaux, de la constitution de nouveaux groupes sociaux.

C) Elaboration d'outils

- a) Etudes d'inventaire
- b) Mise au point de nomenclatures adaptées (agents, activités, opérations)
- c) Mise au point de méthodes de collecte en milieu rural et en milieu urbain non-structuré
- d) Mise au point de systèmes d'exploitation des données collectées : fichiers-villages et indicateurs de tendance en milieu rural
- e) Recherche au niveau des concepts tels que l'emploi, la consommation, l'épargne, les revenus, l'extraversion, la balance des paiements.
- f) Recherche sur un cadre de comptabilité économique adapté aux milieux ruraux.
- g) Méthodologie de l'analyse de projets.

D) Etude des politiques actuelles de développement

- a) Politiques "classiques" (vues particulièrement sous l'angle du développement rural)
 - Politiques d'industrialisation
 - Politiques fiscales et de transfert
 - Politiques de relations avec l'extérieur
 - Politiques monétaires et de crédit
- b) Analyse de quelques expériences non conformistes : Algérie, Tanzanie, Cuba, Chine Populaire.

E) Etude de nouvelles stratégies de développement sur une base rurale

a) Problèmes généraux

- stratégies de rupture partielle ou totale avec le marché international
- Stratégies fondées sur l'appropriation et l'utilisation du surplus agricole par le milieu rural lui-même.

b) Problèmes spécifiques

- Autonomie alimentaire
- Liaisons agriculture-industrie
- Etude des "besoins sociaux"
- Pédagogie du développement

F) Etude des stratégies possibles des pays industriels à l'égard du Tiers Monde

a) Stratégies possibles des pays développés en particulier de la C.E.E. et de la France (Nouvel Ordre économique mondial)

b) Groupements des pays producteurs de matières premières

c) Evolution de la zone franc

d) Evolution du rôle des pays socialistes et transformation des rapports de force internationaux.

Les thèmes E et F ne ressortissent pas à la recherche traditionnellement menée à l'ORSTOM, sauf exceptions de détail. La prospective, l'établissement de scénarios ou la confection d'instruments de politique sont plutôt le lot des chercheurs en détachement dans des administrations : c'est d'ailleurs une des passerelles mises en avant pour favoriser la "mobilité" des chercheurs.

Le thème B (ainsi que A. b.) correspond presque exactement aux préoccupations des anthropologues-économistes de la section. La dichotomie précédemment évoquée y est soulignée : "ces diverses recherches devraient s'appuyer non seulement sur des études anthropologiques et sociologiques de type classique, mais également sur des bilans d'opérations de développement rural réalisées dans le passé et sur des enquêtes spécifiques". Et l'on peut considérer ce propos comme un appel à la "centrifugation" précédemment évoquée, c'est-à-dire une orientation de l'Anthropologie économique vers l'analyse des politiques de développement rural.

Le thème C correspond très exactement aux travaux entrepris par le Groupe AMIRA, mais notons qu'une des perspectives données au groupe a été de relier les thèmes A, B et D, en tant que fondements du thème C.

Enfin le thème D représente la perspective macro-économique des chercheurs anthropologues tels que ROCH et ROCHETEAU.

Ce qui fait problème dans cette énumération de thèmes, c'est précisément l'absence de liaisons entre eux : en d'autres termes, ce découpage dans l'étude de la réalité ne correspond peut-être pas aussi bien qu'il y paraît à première vue, à la redéfinition spontanée des thèmes opérée par les chercheurs.

Enfin, et c'est là une évidence, le Ministère de la Coopération ne représente pas la totalité de la politique de recherche en coopération. D'autre part, la demande de recherche devient largement autonome par rapport au Ministère de la Coopération, et plus généralement par rapport à la politique de la France en cette matière.

D'où la nécessité d'analyser plus profondément les déterminations actuelles de la politique française de recherche Outre-Mer. Ce qui revient à examiner la structure et l'évolution de la demande extérieure de recherche.

2) Les déterminations actuelles de la recherche économique Outre-Mer

Le renouvellement des Accords de Coopération avec un grand nombre d'Etats africains a des conséquences sensibles sur la politique de recherche menée dans ces Etats : les grands thèmes de recherche étaient essentiellement fixés jusqu'à présent en fonction des "préoccupations scientifiques" inhérentes à chaque domaine spécialisé. Aujourd'hui, des préoccupations plus pratiques, fonctions des stratégies de développement des Etats-hôtes, sont à prendre en compte, (ce qui nous ramène au cas de figure des Etats-hors Afrique Noire), Désormais, ce sont ces dernières préoccupations qui ont tendance à déterminer les préoccupations scientifiques.

Mais une telle détermination est complexe, et la distinction n'est pas claire entre les trois types-idéaux de programmes :

a) Programmes demandés par les Etats-hôtes et financés par eux,

à tendance appliquée très marquée et dans lesquels les organismes de recherche français interviennent comme consultants ou prestataires de services.

- b) Programmes d'intérêt commun, mis en oeuvre par des équipes mixtes et co-financés.
- c) Programmes demandés et financés par la France et soumis à l'agrément des Etats-hôtes.

On constate en effet actuellement :

- une certaine interpénétration de ces 3 types de programmes, due à la faiblesse en nombre et en contenu des propositions de programmes du premier type.
- d'où une tendance à transférer des recherches du 3e type vers les types 2 et 1, et du 2e type vers le type 1. Ce qui implique une prise en compte beaucoup plus attentive des thèmes de recherches initiés et financés par les organisations multilatérales, puisque ces thèmes sont censés résulter d'une concertation internationale très large et que les recherches nationales dépendent, pour une bonne part, de l'aide multilatérale.

De la multiplicité de ces médiations nouvelles découle une plus grande difficulté dans la programmation des recherches, et donc la nécessité d'agir à partir de bases autres que les anciens centres ORSTOM.

En fin de compte, on peut dire que le problème essentiel consiste donc en une modulation des thèmes scientifiques (fondamentaux ou non) en fonction des besoins pratiques du développement, directement exprimés ou indirectement suscités.

Une telle modulation, ou reformulation, des thèmes scientifiques, bien que n'impliquant pas obligatoirement un changement drastique du contenu des recherches, risque d'être mal assumée par les chercheurs anthropologues économistes qui pourraient y discerner une inclination fâcheuse vers une recherche du type de celles menées par les sociétés d'études.

Dans de telles circonstances, les propositions de programmes avancées par le Ministère de la Coopération peuvent apparaître comme une bouée de sauvetage bienvenue. Mais il ne faut pas perdre de vue que le domaine de la Coopération n'inclut pas les Etats-Hors Afrique Noire, et que d'autre part les programmes proposés ne représentent pas obligatoirement la demande des Etats-hôtes : ils doivent bien plutôt être considérés comme contrepois servant à annuler l'inclination vers le style des sociétés d'études.

En tout état de cause, sur le marché de concurrence où se trouve lancée la politique française de recherche Outre-Mer, du fait de la fin du "domaine privilégié", c'est bien évidemment la demande qui est motrice et c'est sa structure qu'il s'agit d'analyser si l'on veut essayer de préserver un certain caractère "fondamental" à la recherche menée dans le cadre de l'Office.

Or, quelles sont les caractéristiques de ce marché de la recherche ?

Les demandes des Etats-hôtes (Etats de redéploiement ou Etats ayant conclu de nouveaux accords de coopération) ont un caractère appliqué très marqué. Il n'y a rien là d'étonnant et il est logique que ces Etats cherchent à constituer des matériaux qui leur permettront de construire des instruments de politique : l'analyse régionale a été le thème privilégié de cette reconversion parfois entamée de longue date. C'est en effet dans le cadre de ce thème que s'effectue le redéploiement en Amérique Latine pour les anthropologues-économistes : c'est le cas d'Emmanuel FAUROUX et d'Alain BERNARD qui travaillent dans l'équipe interdisciplinaire d'Equateur présentée par Pierre CASTELLA dans le bilan du thème: "Croissance économique et Espace".

Mais l'analyse régionale ne recouvre, au moins dans un premier temps, que la seule demande de statistiques d'inventaire. D'autres instruments de politique sont aujourd'hui en voie d'élaboration (par exemple la redistribution des revenus) et il faut remarquer que les demandes nationales pour ces instruments sont principalement suscitées par les organismes internationaux (Banque Mondiale, PNUD, Commissions Economiques Régionales de l'ONU, FAO, BIT etc...). Ainsi s'explique l'un des voeux contenus dans le rapport ABELIN sur la nouvelle politique de coopération : promouvoir une présence active de la France dans les instances multilatérales, notamment dans les groupes de recherche mis en place par ces organisations, (1). Ainsi la demande internationale de recherche pourra s'adresser à l'offre française de recherche.

(1) "Rapport sur la politique française de Coopération" présenté par Pierre ABELIN, Ministre de la Coopération. La Documentation Française. Septembre 1975, (voir p. 24).

Les interventions de ces instances dans le domaine de l'agriculture deviennent de plus en plus lourdes. Ceci signifie que les structures nationales de recherche (ou les ministères techniques) dépendent pour une bonne part de l'aide multilatérale pour la définition et le financement de leurs programmes. Les marchés de la recherche sont donc assez largement générés par les organismes internationaux, qui en définissent l'ouverture, la répartition et le caractère plus ou moins fondamental, ou plus ou moins appliqué.

D'où l'intérêt qu'il y a à prendre en considération les programmes de recherche actuellement mis en oeuvre par ces institutions multilatérales, en vue de définir de nouveaux programmes, tout au moins de nouvelles orientations de recherche. Cela est d'autant plus important qu'il apparaît clairement que les demandes de recherche actuellement présentées à la section dans le domaine de l'économie rurale ont essentiellement cette origine. Et cela est d'autant plus urgent que ces demandes ne sont pas très nombreuses, bien qu'il soit couramment admis que l'Economie rurale connaît les plus grandes potentialités.

Or, étant donné qu'il n'est point, désormais, d'affectation de chercheurs en l'absence de demande précise de recherche, il convient de faire preuve d'une souplesse et d'un dynamisme suffisants, pour ne pas être conduit à accepter, sans justification scientifique véritable, un certain nombre de demandes dont se nourrissent ordinairement les sociétés d'études.

Il y a, semble-t-il, deux possibilités non exclusives l'une de l'autre, de relever un tel défi :

- la première consiste à se lancer sur le marché de la recherche où les anglo-saxons occupent une position dominante. Peut-être n'est-il pas trop tard pour que l'on puisse espérer s'y faire une place. Mais dans une telle perspective, il convient de garder à l'esprit que le principal atout de la recherche socio-économique menée par l'Office reste l'approche anthropologique dont l'originalité traverse finalement tous les thèmes de la section. Une imitation pure et simple des recherches anglo-saxonnes ne serait qu'un suicide déguisé.

- la seconde possibilité consiste à pénétrer dans le domaine de l'enseignement et de la recherche universitaires, car la formation de chercheurs français et étrangers doit être une activité complémentaire indispensable de toute recherche en acte. Mais il est alors indispensable de repousser les limitations que connaît actuellement l'Université. Ainsi peut s'expliquer

la nécessité de recenser les grands thèmes de recherche des institutions multilatérales, afin d'examiner les possibilités de s'intégrer dans ces thèmes (sinon dans les institutions ;) la nécessité également de réfléchir aux modalités d'une véritable formation à la recherche.

3) Orientations des thèmes de recherche et activités de formation.

a) Orientations de recherches

Le fil conducteur que l'on peut observer à travers tous les thèmes de recherche actuellement en cours dans les organismes internationaux, c'est la "Redistribution des revenus" : il est clair qu'il s'agit d'élaborer un instrument de politique économique et d'examiner ses conséquences sur la demande (notamment la demande alimentaire dans le cadre de la FAO), et sur l'emploi (en liaison avec le BIT).

La redistribution des revenus s'opère à travers une politique des prix (prix des "facteurs" : salaires, prix des produits primaires) qui a pour but de moduler l'exode rural en fonction des besoins en force de travail et en produits primaires : c'est l'optique de la Production (de l'offre) et les thèmes sur le surplus et l'accumulation devraient pouvoir être intégrés à ce niveau, ainsi que les analyses d'opérations de développement rural.

La redistribution des revenus entraîne des modifications dans la structure de la demande : cette optique des débouchés n'a jamais été traitée dans les thèmes de la section. Une timide ébauche a vu le jour il y a quelque temps, concernant l'économie alimentaire et la nutrition : c'est là un domaine à développer prioritairement, car l'évaluation des besoins nutritionnels débouche sur les stratégies destinées à les satisfaire et sur les problèmes de commercialisation. Il s'agit donc d'une perspective globale, originale et d'actualité, d'appréhension des problèmes de développement.

Lié aux problèmes de répartition, d'emploi et d'exode rural, il y a également le thème, relativement nouveau qui suscite actuellement un nombre considérable de recherches, du secteur "non structuré" ou encore "informel" : artisanat, commerce, petits métiers urbains et ruraux qui permettent d'éponger une part non négligeable de l'exode rural, atténuant ainsi le chômage urbain, tout en constituant éventuellement le point de départ d'un entreprenariat autochtone. Ce domaine est quasiment vierge et le point de vue anthropologique permettrait certainement de l'éclairer sous un angle plus satisfaisant que la simple sophistication des théories dualistes.

Mais c'est sans doute essentiellement dans les domaines méthodologiques que l'expérience des anthropologues-économistes sera la plus priseée: pour les études préliminaires ou d'accompagnement des enquêtes statistiques lourdes (agricoles ou budgétaires) ou encore bien sûr, pour les suivis d'opérations de développement rural. Si tel devait être le domaine privilégié de l'anthropologue-économiste dans les années qui viennent, il faut être conscient du risque que cela représente : l'application d'une méthodologie privée de son objet tournerait rapidement à vide et se résumerait à de pures recettes qui ne tarderaient pas à dépérir. C'est pourquoi ce domaine doit constituer une possibilité de lier une recherche appliquée à une recherche fondamentale : c'est sans doute cette solution privilégiée qui permettra une autonomie maximale des recherches. Les thèmes doivent s'adapter à la demande mais l'offre de recherche doit prendre la forme d'actions thématiques pluri-disciplinaires dont il faudra refuser le découpage. L'optique macro-économique permettra cette adaptation à la demande, et cette optique ne pourra se maintenir en tant que domaine de recherche qu'en se revivifiant à la source de l'anthropologie économique au sens strict, qui doit rester son double inséparable dans les actions thématiques.

b) Activités de formation

La formation de chercheurs locaux - quelque peu négligée jusqu'à une date récente - doit devenir une tâche prioritaire. Quelques actions dispersées (à Madagascar et en Côte d'Ivoire notamment) en ont montré tout l'intérêt dans le domaine des Sciences Humaines, en révélant la complémentarité réelle et indispensable des chercheurs nationaux et étrangers. Outre une formation professionnelle à la recherche, les chercheurs de l'Office apportent une vision extérieure qui, couplée avec la vision intérieure et engagée des chercheurs locaux, est le gage d'une analyse objective ; et les chercheurs locaux apportent une sensibilité et une connaissance intrinsèques de leur propre société, très profitables sur le plan méthodologique et analytique. Les diverses disciplines des Sciences Humaines ont tout à gagner dans une telle collaboration qui ne saurait être une concurrence.

Cette tâche essentielle à mettre en oeuvre dans les pays où l'ORSTOM mène des recherches devrait avoir son équivalent en France : les travaux du VIIe Plan ont réaffirmé cette nécessité de recevoir des chercheurs étrangers dont il conviendra d'assurer la formation et l'association à des équipes métropolitaines travaillant dans le cadre de l'hexagone.

Or, c'est à l'Université qu'est traditionnellement assurée la formation des chercheurs. Mais une Université qui a eu tendance, depuis quel-

ques années, à se reproduire en vase clos et qui ressent actuellement le besoin de se retremper dans le concret et la recherche empirique de base. Il existe en effet une demande potentielle considérable pour des enseignements de 3ème cycle qui seraient dispensés par des chercheurs de l'ORSTOM. Des expériences ont été menées en ce sens durant l'année 1975-76, dans les Universités de Paris I, Paris X et Clermont-Ferrand. Une telle participation gagnerait à être institutionnalisée et prise en main par les chercheurs de l'Office provisoirement maintenus en France.

Une telle activité de formation, qui pourrait s'inspirer de l'expérience de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en la matière, devrait pouvoir être considérée comme une action thématique pluridisciplinaire au même titre que les actions thématiques de recherche proprement dites.

**Bilan des travaux réalisés dans le cadre du thème
«TRANSFORMATION DES MILIEUX RURAUX»**

C. Robineau

Les recherches entreprises par la Section, durant le mandat du présent Comité Technique, dans le domaine rural, ne sont pas indépendantes des programmes antérieurs, ni des conditions historiques de la détermination du thème. Leur contenu, la direction donnée à l'exploitation du thème dépendent aussi de l'orientation fondamentale des chercheurs au sein des disciplines économiques. En outre, l'on doit considérer que, dans bien des cas, les interférences thématiques, la nature des recherches entreprises, leur sujet, et le terrain ont conduit les auteurs à axer leurs travaux sur plusieurs thèmes à la fois. Cela est particulièrement vrai à propos du thème voisin concernant l'accumulation du capital, du moins traité dans ses aspects anthropologiques et qui constitue un mode différent d'entrevoir une même réalité rurale. Les chercheurs concernés ont alors, selon les conditions exposées plus haut, mis l'accent sur tel aspect de cette réalité.

Historique

La formation de propositions concernant la mise à l'étude du milieu rural remonte à 1971, à une note du Recteur Paulian sur les problèmes d'économie rurale en Afrique tropicale au colloque d'octobre de la même année des Economistes de l'ORSTOM, et à une note élaborée à la suite, par le Professeur Badouin, sur le thème de la modernisation de l'agriculture et du comportement des sociétés rurales.

Dans le cadre (ou en lien) avec l'équipe centrale de la Section fonctionnant en 1972 et 1973, un cahier de propositions de recherches en économie rurale fut élaboré par Ph. Courty en 1973 et repris et résumé par P. Castella dans un document de présentation des thèmes de recherche économique. Avec un certain nombre de considérations, les trois thèmes présentés furent adoptés en réunion de Comité Technique en février 1974.

A noter, parallèlement, que des concertations de réflexion réunissant Economistes et Sociologues en 1972 aboutirent à la formulation de propositions dont l'une au moins ; la reproduction du milieu rural - dans son intitulé primitif - concerne notre thème et celui, voisin, des aspects anthropologiques de l'accumulation. L'élaboration d'un cahier sur ce sujet par le groupe de travail formé à cet effet constitue un premier résultat.

Les travaux 1973-1976

Deux remarques préliminaires :

1° - S'inscrivent dans le thème un certain nombre de recherches découlant d'implantations plus anciennes et qui arrivent à leur fin (recherches anciennes). Par ailleurs, pour des recherches nouvelles mises en route en 1975, il est souvent trop tôt pour disposer d'éléments d'évaluation suffisante.

2° - Il doit s'imposer à l'esprit que les études recensées ci-après ne se situent pas sur le même plan, mais à des niveaux différents, sans doute pertinents eu égard à l'objet de la recherche mais qui introduisent un facteur supplémentaire dans la diversité de ces études.

A - RECHERCHES ANCIENNES

a) Afrique

1. Sénégal. Lancé en 1967 pour la comparaison du dynamisme économique de groupes différents, ce programme s'est poursuivi avec l'étude approfondie des agriculteurs Séeré par J.M. Gastellu. Il s'agit de l'anthropologie économique d'une société paysanne qui emprunte beaucoup à l'histoire économique et politique de l'ethnie. L'auteur montre comment un certain égalitarisme a pu être maintenu parmi les paysans au cours de la période coloniale ; plus tard, le même souci d'égalitarisme a freiné les dynamismes d'émergence individuelle. Par ailleurs, le même programme a abouti à l'analyse des systèmes agricoles au sein du groupe wolof mouride en relation avec la société sénégalaise, ses rapports sociaux traditionnels, les institutions et l'idéologie du Mouridisme. Cette étude a fait une grande place aux repérages d'emploi du temps des paysans, à l'organisation du travail agricole, notamment aux travaux collectifs. Elle a donné lieu à une publication collective en 1972 de J. Copans, Ph. Couty, J. Roch, G. Rocheteau. Par la suite, les recherches de J. Roch et G. Rocheteau se sont orientées sur les problèmes d'accumulation.

2. Côte d'Ivoire. J.L. Boutillier a poursuivi ses travaux sur l'anthropologie économique des Koulango, petite société paysanne de savane du Nord de la Côte d'Ivoire demeurée à l'écart du développement rapide que connaît en général cet Etat depuis une vingtaine d'années. Parallèlement, Ph. Bonnefond a, d'abord dans la région d'Odienné (Nord-Ouest), puis dans l'Etat tout entier, étudié non point les structures rurales traditionnelles, mais les transformations économiques indispensables au développement agricole moderne ; à travers l'étude de la motorisation de l'agriculture ivoirienne, il s'est attaqué d'une part au problème de l'intégration du progrès technique dans les exploitations, d'autre part au calcul économique au niveau des entreprises rurales.

3. Cameroun. J. Weber a de 1971 à 1973, et en collaboration avec un géographe, M. Tissandier, étudié l'évolution de l'agriculture de plantation dans la province cacaoyère du Centre-Sud Cameroun et son impact socio-économique. Le cacao modifie le système de production, la circulation de la richesse et les conditions de l'exploitation sociale (cadets, femmes). L'auteur met l'accent sur les rapports Surtravail/Surproduit/Exploitation/Accumulation/Mode de production capitaliste qui caractérisent, à partir de son étude des Beti-Bulu-Fang, le milieu rural actuel du Centre-Sud camerounais où une accumulation productive est absente et qui demeure à l'écart des rapports capitalistes de production. Il s'agit donc d'une étude d'anthropologie économique portant sur un ensemble ethnique et faisant un large appel à l'histoire.

b) Madagascar

1. Hautes Terres. J. Charmes a travaillé en 1971 et 1974 au sein des ethnies Merina (région de Tananarive) et Sihanaka (Lac Alaotra) sur des opérations de développement rural. Elles sont de 3 types : vulgarisatrices, réformistes (Sociétés d'aménagement), participationnistes (animation rurale). Leur analyse conduit à mettre l'accent sur les aspects de transition entre les rapports de production lignagers d'une part, marchands de l'autre : les rapports traditionnels sont ambivalents, à la fois éléments de la reproduction du mode traditionnel et éléments de production des rapports marchands. La transition contient 3 évolutions possibles : neutralisation des rapports marchands, absorption par le milieu traditionnel, dissolution de ce milieu dans les rapports marchands. Cette recherche repose sur l'étude de cas actuels au niveau des unités de production prises dans un milieu rural soumis à des opérations transformatrices.

2. Ouest. Selon une orientation amorcée dans les terrains précédents sur les Hautes Terres, E. Fauroux a étudié de 1970 à 1974, le changement économique dans la formation sociale SakaIava du Menabe (région de Belo et de Morondava). C'est une recherche d'anthropologie économique globalisante (au niveau de la formation étudiée), faisant un large appel à l'histoire, articulée en

3 volets : histoire pré-coloniale, évolution de la production marchande, rapports entre la formation sakalava et l'économie marchande.

c) Polynésie (Cl, Robineau)

Lancé également en 1967 pour l'étude des dynamismes tahitiens, ce programme a été orienté sur l'étude des comportements économiques et du passage de la tradition à la modernité. Là encore, il s'agit d'une recherche d'anthropologie économique faisant fortement appel à l'histoire qui n'exclut pas cependant les études de terrain actuel ; c'est à leur niveau qu'est perçu le milieu rural et sa mutation considérable depuis le début des années 1960 liée à un faisceau de causes : rupture d'un quasi-isolement, grand tourisme, expérimentations nucléaires, aide financière métropolitaine, salarisation, urbanisation, etc.

B - RECHERCHES NOUVELLES

Du fait de la poursuite jusqu'à l'achèvement des recherches anciennes durant cette période, peu d'opérations nouvelles ont été menées à leur fin en 1976. A noter, en revanche, le travail nouveau d'équipes de réflexion.

a) Afrique

1. Haute-Volta. Dans le cadre de l'étude des migrations voltaïques, J, L, Boutillier a procédé avec J. Vaugelade, démographe, à l'exploitation d'une enquête statistique par sondage ; dans son rapport, il analyse le poids des structures sociales en pays mossi, et les effets dans l'ordre économique des départs massifs auxquels ces migrations donnaient lieu. Dans ce même cadre, G, Ancey a étudié deux aspects essentiels de l'économie rurale mossi : 1°/ le rôle et l'affectation de l'argent au sein du système de parenté, à partir d'une méthode novatrice de l'étude des budgets de famille, élaborée et mise au point depuis plusieurs années et destinée à faire apparaître à l'intérieur des unités budgétaires la réalité des niveaux de décision ; 2°/ il a étudié aussi les rapports entre les migrations, la terre, le travail et le capital ; ces méthodes mettent en évidence la structure dysfonctionnelle de l'économie rurale actuelle des Mossi, sa dépendance à l'égard des normes sociales ; il y a contradiction entre l'importance du pouvoir monétaire détenu par les classes cadettes (où se trouvent les migrants) et la limitation de l'usage social de ce pouvoir, d'où la difficulté d'introduire des innovations techniques ; le numéraire provenant de la migration est mis hors des circuits de production ; enfin, la mise en valeur des terres neuves voltaïques est surtout due à des rigidités excessives prévalant dans les zones de départ ; elle est étrangère à la migration de travail, qui s'effectue vers l'extérieur, de sorte qu'il ne semble pas qu'il puisse s'opérer une adéquation de l'une à l'autre.

2. Cameroun. J. Weber a amorcé depuis 1974, dans le Nord-Cameroun, une étude sur l'extension des cultures de sorgho de saison sèche (muskwari) et les conséquences de cette innovation vivrière spontanée.

3. Sénégal. Dans le cadre d'une enquête sur les migrations dans la vallée du Fleuve (région de Dagana et Peul du Nord-Ouest du Ferlo) menée en collaboration avec 2 géographes dont M. Lericollais, D. Delaunay s'est lancé en 1974 dans l'étude historique des conditions socio-économiques qui expliquent ces migrations. Il s'agit d'une recherche d'anthropologie économique faisant une large part à l'histoire. Dans le même cadre, un VSNA, M. Minvielle, s'est vu confier une recherche sur la place des productions vivrières dans le système économique de la moyenne vallée du Fleuve.

4. Côte d'Ivoire. Deux opérations intéressant l'économie rurale sont à leurs débuts : la recherche de J.M. Gastellu sur l'émergence d'une bourgeoisie rurale en milieu agni, groupe ethnique de l'aire cacaoyère dans l'Est de la Côte d'Ivoire, et celle de M. Le Roy, VSNA, chargé de l'étude de villages dans les économies de savane du Nord de l'Etat, et placé sous la direction de Mme Jacqueline Peltre-Wurtz, géographe.

b) Amérique Latine

E. Fauroux est intégré depuis 1975 dans une équipe interdisciplinaire opérant en Equateur (co-équipiers A. Bernard, 3 géographes, 2 hydrologues, 2 pédologues, 1 botaniste) et visant à opérer un découpage de l'espace rural équatorien en régions agro-socio-économiques, les chercheurs de sciences humaines étant pour leur part chargés d'établir, par le biais d'indicateurs socio-économiques ou des enquêtes spécifiques, l'évolution de l'agriculture dans chaque région, l'explication des inégalités régionales de développement et les possibilités de transformation productive des activités. Selon l'orientation qui lui est propre, le chercheur envisage de passer à un second stade consistant en études qualitatives fines qui poseront le problème de la transformation du milieu rural.

c) Groupe de réflexion sur la reproduction des milieux ruraux

Sous ce thème, un certain nombre de chercheurs des sections d'économie et de sociologie ont accumulé un capital de réflexions sur les processus d'évolution économique et sociale de diverses économies sur lesquelles ils ont été amenés à travailler et une première phase de l'entreprise a été consacrée à l'exposé de situations ; la seconde phase, comparative après publication des communications élaborées sur les cas présentés devrait consister en une confrontation et une discussion sur les concepts et les méthodes. L'analyse privilégiée, dans les processus de la reproduction, les phénomènes d'accumulation.

Mais la reproduction n'est souvent qu'une alternative : la dissolution des rapports traditionnels, le changement en sont d'autres.

d) Méthodologie des enquêtes en milieu rural

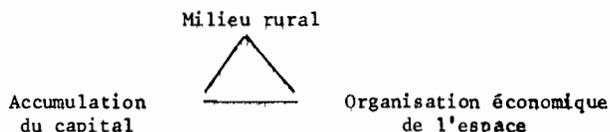
Depuis 1975 G. Ancey et J. Charmes participent à l'action conjointe INSEE/ORSTOM/Ministère de la Coopération visant à l'amélioration des investigations en milieu rural africain (AMIRA). La recherche porte sur la redéfinition des concepts de bases nécessaires à la réalisation des enquêtes de Budgets de famille-niveau de vie-consommation et de Temps de travaux,

Le thème et sa réalisation

1. Nécessité du thème.

On peut se poser la question de la nécessité d'un thème de recherche spécifique au milieu rural, Lorsqu'à partir de 1970, et au cours des colloques qui se sont tenus à l'ORSTOM au niveau de la section, l'on a songé à un réexamen des thèmes de recherches, c'est l'accumulation du capital qui est apparue comme un point stratégique crucial du développement ; l'étude de l'espace économique et la planification régionale ont paru justifier un autre thème de recherche et c'est, semble-t-il, parce que, dans les sociétés à l'étude, le milieu rural paraît le support de toute économie qu'il a fait l'objet d'une inscription spécifique, en dépit des recouvrements possibles avec les autres thèmes définis.

Au niveau du chercheur qui travaille la même question sous ses différents aspects, il y a une interpénétration des thèmes :



2. Charte initiale du thème,

Les documents qui ont servi de base pour l'adoption du thème par le Comité Technique ont mis l'accent sur les motivations et les obstacles de la transformation des structures rurales traditionnelles (Paulian), sur la modernisation de l'agriculture et le comportement des agriculteurs (Badouin) ; Couty et Castella situent le milieu rural comme le secteur agricole d'une économie nationale, secteur organisé en un ou plusieurs systèmes de production (défini(s) comme l'organisation sociale de la production agricole), soumis comme

l'économie nationale dont il fait partie à un "préalable international" du marché et des prix. La problématique du milieu rural est perçue comme la promotion de l'agriculture à être, ou devenir, une activité comme les autres au sein d'économies monétarisées, comptabilisées, planifiées, c'est la traduction de la vision moderniste des Etats ; tel est, en quelque sorte, le point d'arrivée d'une évolution souhaitée ou probable ; le point de départ, ce sont des structures traditionnelles, des formations sociales. La palette des recherches effectuées reflète, outre la variété inhérente à des terrains pris dans des aires géographiques et des contextes historiques et culturels divers, cette ambiguïté.

3. L'examen des études entreprises révèle une certaine diversité, tant en fonction de l'angle d'attaque que de l'objet même de la recherche, du niveau de l'analyse que de la couverture géographique des recherches entreprises.

4. Angles d'attaques différents

Le rapport d'activités de la section pour 1974 isole et caractérise parfaitement les deux grands types d'approche : anthropologie économique et analyse courante :

- anthropologie économique : problématiques et techniques tenant compte de la dimension sociale et des aspects qualitatifs des faits économiques ;
- analyse économique courante : procédés de collecte et d'interprétation qui reconnaissent, au moins dans une certaine mesure, la spécificité des phénomènes économiques et accordent une place importante à la mesure.

5. La recension des travaux de chercheurs montre donc la place de l'anthropologie et de l'histoire dans leurs préoccupations. S'agissant souvent de formations qui ont jusqu'ici fait l'objet de peu de travaux, les chercheurs que leurs études ont amené à une vision globale de ces sociétés ont été enclins à se faire aussi sociologues ou historiens même s'ils n'ont pas cessé d'être ou de se sentir économistes : les lacunes de la connaissance sociale sont trop vastes, les évolutions actuelles trop rapides, les besoins trop grands pour que les chercheurs n'aient pas ressenti l'obligation de témoigner de leur acquis. Par ailleurs, se ressent aussi chez certains, la nécessité d'aller du général au particulier afin d'y voir plus clair ; de dresser un tableau d'analyse économique "classique" avant de s'attaquer aux comportements, de broser une fresque historique avant d'entreprendre l'examen des transformations actuelles. D'autres au contraire, s'attaqueront de front à la question qui les concerne sans besoin a priori d'un background historique ou économique : ces différences soulignent l'importance du facteur personnel dans la recherche, la part de liberté et d'engagement qui y est nécessaire. Sans liberté, il n'est point d'investigation authentique.

6, Outre l'orientation de chaque chercheur et son propre capital scientifique, ce qui détermine le type d'approche choisi paraît être l'objet même de la recherche (dans le cadre d'une opération précise de développement ou, au contraire, au vu d'un diagnostic sur les structures traditionnelles et/ou modernes du milieu rural), les contraintes d'organisation et de temps, et surtout, l'état même du milieu rural (le poids des structures sociales, en sens inverse, la pénétration des rapports marchands). Il est nécessaire d'examiner les choses cas par cas. Si un certain nombre de recherches ont été orientées vers l'anthropologie économique et l'histoire, c'est qu'il s'agissait d'appréhender de la façon la plus efficace le milieu à l'étude, présentant un mélange d'éléments à la fois traditionnels et modernes qu'il fallait démêler, où le travail simultané à plusieurs échelles était nécessaire, et au sein duquel le recours à l'histoire pouvait être éclairant. En revanche, l'examen des études effectuées montre que le recours à une analyse économique de type plus courant correspond exactement à des recherches opérant dans un cadre précis d'action de développement (qu'il s'agisse d'opérations de développement proprement dites ou liées à un phénomène migratoire).

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut dresser une typologie des recherches entreprises ou à entreprendre en milieu rural : étude (anthropologique) des systèmes de production ; observation d'opérations de développement (vulgarisation, réformes, animation rurale...) ; études "classiques" des produits et des prix ; études de calcul économique ; innovation et progrès technique en milieu rural ; aspects économiques des migrations en milieu rural.

7. Deux niveaux principaux : micro (unités de production et de consommation), macro (aire géographique, groupe social). Certaines études combinent l'utilisation de plusieurs niveaux, mais il y a toujours l'un d'eux qui prédomine, ou donne sa physionomie à l'étude. Les recherches anthropologiques opèrent à un niveau élémentaire (maisonnée, individus, exploitations, etc.), mais le recours à l'histoire rehausse l'analyse au niveau de groupe ou de l'aire géographique, lorsque l'étude de l'évolution devient la trame de la recherche. Lorsque l'étude est couplée à une opération de développement rural limitée par définition à une certaine aire, l'analyse s'effectue au niveau des unités pertinentes pour l'opération, c'est-à-dire, le plus souvent, à la base, sauf peut-être s'il s'agit d'une grosse firme opérant dans un environnement de petites unités rurales.

8. Problèmes de la couverture géographique

Les recherches effectuées ou en cours paraissent cantonnées dans un bloc d'Afrique occidentale, avec en outre, un champ d'études à Madagascar et, à l'extérieur de ces aires, une minorité de chercheurs en Polynésie et en Amérique Latine. Dans le bloc Ouest-Africain, les recherches portent, ou ont porté, mis à part le cas de la Haute-Volta, sur des places fortes économiques : Sénégal,

Côte d'Ivoire, Cameroun. Dans la détermination des choix, plusieurs facteurs interfèrent :

- le choix de l'objet de la recherche (ex. dans le passé, les dynamismes économiques différentiels au Sénégal : le phénomène mouride);
- l'impératif de la concentration des moyens : les recherches sont centrées dans quelques aires : Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Madagascar.
- les raisons plus occasionnelles, mais souvent impératives : conventions avec certains Etats (ex. Haute-Volta); développement d'une opération interdisciplinaire déjà lancée (ex. Polynésie).

Une telle orientation dans les choix géographiques pose deux questions :

- 1) celle de la recherche dans les économies très pauvres (zone sahélienne ou aire équatoriale par exemple);
- 2) celle de l'extension de la recherche dans d'autres provinces de la planète : Amérique Latine, Asie, Pacifique.

Cette question de l'extension renvoie à une interrogation sur les objectifs et le style de la recherche économique que nous devons adopter, en fonction du rôle différent qui peut être dévolu ailleurs à l'ORSTOM.

En outre, et du fait que les sections de géographie et de sociologie sont amenées à analyser les situations et problèmes ruraux, une certaine coordination dans les implantations géographiques des recherches rurales s'impose au niveau des instances de sciences humaines.

9. Quel bilan peut-on faire de l'ensemble de ces recherches ? En dehors de la participation à des opérations de développement précises, et sur le plan plus général on peut mettre à leur actif deux résultats :

- elles apportent une meilleure connaissance du milieu rural, qu'il s'agisse, dans un cadre donné, des stratégies des formations élémentaires (familles, exploitations...) pour la terre, la richesse, le pouvoir, ou plus largement de l'évolution des groupes sociaux face à la pénétration des rapports marchands, des innovations, au poids des autorités étatiques, à l'acquisition massive d'argent ;
- elles apportent des données d'ordre méthodologique (concepts, processus) susceptibles d'être utilisées dans le cadre d'enquêtes lourdes pour accroître leur efficacité (cf. recherches du groupe AMIRA).

Perspectives

L'exploitation du thème de recherche dans ses orientations actuelles est-elle satisfaisante ? Y a-t-il des domaines qui n'ont pas été abordés jusqu'ici et qu'un thème consacré à la transformation des milieux ruraux devrait envisager ? La couverture géographique des recherches dans leurs orientations essentielles est-elle satisfaisante ? Quid de l'hypothèse d'une extension des recherches hors du bloc africain francophone ? Dans le cas où une telle extension se réaliserait, les types de recherche réalisés sur les milieux ruraux en Afrique, à Madagascar et en Océanie française sont-ils exportables dans d'autres parties du monde : en Amérique Latine, dans le Proche Orient en Asie du Sud-Est ? la même interrogation prévaut, également, dans les Etats d'Afrique et de Madagascar où la mise en place de régimes plus radicaux, s'étant accompagnée d'une transformation des conditions de la recherche, suppose l'élaboration de styles nouveaux différents. Enfin, est posée la question des rapports avec les autres thèmes de recherches en économie, ainsi qu'avec les recherches accomplies dans les domaines de la géographie, de la sociologie rurale, de la démographie et de l'agronomie.

1°/ Il ne fait pas de doute que l'existence d'un thème couvrant le milieu rural doit être maintenue parmi les orientations de la recherche économique ; aussi bien l'importance du milieu rural dans les économies en voie de développement, tout comme la priorité actuellement accordée aux recherches ruralistes justifient-ils cette orientation.

Ce qui ne signifie nullement que les autres orientations qui se sont dégagées de la pratique de la recherche économique ne doivent pas être développées : formation du capital ; organisation de l'espace et planification à base régionale ; économie urbaine ; recherches sur l'industrialisation ; économie alimentaire.

2°/ L'approche anthropologique contribue à l'originalité de la recherche économique à l'Office et fournit les matériaux irremplaçables pour la conceptualisation et la méthodologie des enquêtes lourdes que prônent et auxquelles se livrent les Instituts nationaux de Statistiques, comme les organisations internationales. C'est seulement par la poursuite de ce type d'approche que le capital d'informations détenu par l'ORSTOM se trouvera actualisé en permanence et que cette place dans le dispositif de la recherche, en amont des instituts et enquêtes statistiques sera maintenue.

3°/ Toutefois, un double élargissement des recherches ruralistes s'avère nécessaire, tant en ce qui concerne le champ d'études que la localisation :

a) le champ d'études doit déborder le cadre des systèmes productifs pour atteindre les autres secteurs dont certains ont été négligés jusqu'ici :

- commercialisation de la production (Etude de flux et de prix) ;
- calcul économique, innovation, progrès technique du niveau des exploitations agricoles ;
- étude d'opérations de développement rural ;
- aspects économiques des phénomènes migratoires.

b) Quant à la localisation, on a déjà dit la nécessité de ne pas se limiter au bloc africain francophone, en même temps que souligné l'intérêt de la recherche dans les économies les plus pauvres de cette zone.

4°/ On a déjà souligné, également, la nécessaire coordination avec les instances scientifiques dans le domaine géographique et sociologique pour une meilleure efficacité des recherches en milieu rural. Il est sans doute souhaitable que d'autres coordinations puissent être renforcées ou poursuivies avec les organisations démographique et agronomique de l'Office.

5°/ Si le thème, dans ses orientations et ses instruments d'appréhension, paraît bienadapté aux recherches jusqu'ici effectuées en Afrique francophone, à Madagascar ou en Océanie française, cette adaptation paraît faire problème dans les autres régions du monde où l'implantation de la recherche étrangère est ancienne et fait concurrence, où la demande de recherche fait l'objet de problématiques et de styles différents et où le caractère plus radical des organisations étatiques crée certaines difficultés. Dans ces conditions nouvelles, c'est de la pratique seule que peuvent se dégager les caractères d'adaptabilité du genre de la recherche en économie rurale que nous avons mis en oeuvre à l'ORSTOM et c'est par expérimentation que nous pouvons procéder à l'adaptation nécessaire. Mais il nous semble, à la lumière de l'expérience que l'Office a acquise en Amérique Latine, que cette adaptation dépasse le cadre du présent thème et se situe au niveau de thèmes plus opérationnels quant au développement de la recherche économique de l'Office dans la région. Cela dit, le caractère déjà souligné de l'interpénétration du thème avec l'accumulation du capital et l'organisation de l'espace (entre autres) vient corriger ce que la précédente affirmation a de schématique.

ANNEXE : REPARTITION DES CHERCHEURS ECONOMISTES
DANS LE TEMPS ET SELON LES TERRAINS.

Thèmes : Transformation des milieux ruraux
Accumulation du capital en milieu rural

	1972	1973	1974	1975	1976
ANCEY		Mossi - Enquête migrations		Groupe AMIRA	
BONNEFOND		Côte d'Ivoire - Motorisation agricole			
BOUTILLIER		Haute-Volta - Enquêtes migrations			
CHARMES		Côte d'Ivoire - Anthropologie économique des Koulango		Groupe AMIRA	
CHOUTY		Nourides, Sénégal			
DELAUNAY		Sénégal-Enquête Migrations Vallée du Fleuve			
FAUROUX		Madagascar - Sakalava du Menabe		Equateur - Régionalisation	
GASTELLU		Sénégal - Dynamique économique des Serer		Côte d'Ivoire-Agni	
LE ROY (VSNA)		Côte d'Ivoire - études de villages (économie de savane)			
MINVIELLE (VSNA)		Tahiti - Comportements économiques polynésiens		Sénégal - Enquête migrations Vallée du Fleuve	
ROBINEAU					
ROCH		Mourides, Sénégal			
ROCHETEAU		Sud-Cameroun			
WEBER		Nord-Cameroun + Innovations vivrières (mil de décrue)			
		Recherches anciennes			
		Recherches nouvelles.			

Bilan des travaux réalisés dans le cadre du thème
«CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET ESPACE»

P. Castella et J.L. Lierdeman

I - Présentation des travaux

1) La caractéristique essentielle des travaux consacrés à ce thème est leur marginalisation croissante dans l'ensemble des travaux de la section. Trois chercheurs seulement y ont travaillé dans les deux dernières années : Le CHAU et MICHOTTE au Pérou et LIERDEMAN au Venezuela. De plus, MICHOTTE, nouvellement affecté en Côte d'Ivoire, va maintenant se consacrer à de toutes autres activités (conseils auprès du Ministère Ivoirien de la Recherche Scientifique). Cette régression est surprenante puisqu'elle intervient précisément au moment où les études régionales ou urbaines sont particulièrement prisées sur le plan international. Il est vrai que l'on peut adjoindre BERNARD et FAUROUX à la liste précédente : les études rurales que ces deux chercheurs mènent actuellement en Equateur sont cependant encore au stade du recueil systématique de données et ne donneront lieu qu'ultérieurement à une réflexion régionale.

A quoi tient cette marginalisation ? L'explication essentielle doit sans doute être recherchée dans la pauvreté des théories économiques relatives à ce thème. Les mêmes postulats, essentiellement inspirés de l'histoire de la diffusion spatiale du développement dans les sociétés industrielles, sont inlassablement repris, reformulés, modélisés par quelques spécialistes qui ne sont pas parvenus à articuler en une construction théorique crédible les données spécifiques fondamentales du fait urbain et du fait régional. Et ceci alors que précisément les villes et les espaces régionaux ont été largement dépossédés des processus de décision qui les concernaient ; leur formation, principalement dans les pays périphériques, leurs fonctions et la mise en valeur de leurs potentialités leur échappent et sont l'enjeu de rivalités économiques à un niveau qui les ignore comme réalités sociales.

L'hypothèse de la maîtrise possible d'un développement à base régionale, fondé sur l'intégration urbaine-industrielle voit s'éloigner chaque jour un peu plus l'espoir d'une confirmation empirique : l'impuissance des monstrueuses métropoles du sous-développement à favoriser la redistribution spatiale - et sociale - du surplus qu'elles permettent de générer, concentrer et accumuler est patente. Produits d'une certaine organisation de l'espace, ces métropoles ne détiennent pas le pouvoir de modifier cette organisation.

De plus, l'affaiblissement de l'Etat comme instrument de direction et de coordination des activités économiques en fonction d'un développement global s'accompagne du renforcement et de l'autonomie croissante de son appareil bureaucratique au service des forces économiques extérieures.

Les éléments et les principes d'organisation du nouvel espace économique deviennent ainsi méconnaissables à travers les constructions théoriques dont nous disposons. La finalité, l'échelle et le rythme des phénomènes d'appropriation, de détermination et d'organisation de l'espace étant profondément bouleversés, notre approche doit être radicalement modifiée.

2) Une deuxième caractéristique des travaux réalisés dans le cadre du présent thème est la prédominance des activités d'assistance technique sur les activités de recherche. LE CHAU poursuit sa collaboration avec l'Institut National de Planification (INP) du Pérou sous forme d'activités de conseil, activités de formation (analyse régionale et planification, statistiques et comptes régionaux, recherche pour la planification...) et recherches méthodologiques (analyse et planification régionales "intégrales" couvrant tous les aspects sociaux, économiques, institutionnels... du développement). MICHOTTE s'est consacré à des tâches multiples d'assistance technique au sein de l'Office Régional du Nord (ORDEN) de l'INP péruvien : formulation d'un plan quadriennal de développement pour la région, établissement et suivi d'analyses et de recherches destinées à approfondir certains aspects de la réalité régionale, mise au point et amélioration d'instruments de programmation régionale, conseils aux groupes de travail chargés de l'Avant-Projet du Décret-Loi de Régionalisation Administrative, systématisation de l'information pour la planification et l'administration régionales.

Le groupe au sein duquel travaille LIERDEMAN (Institut de Recherches économiques et sociales : IIES de l'Université Catholique Andres Bello à Caracas) a pour premier objectif de proposer aux institutions vénézuéliennes concernées (universités, administrations...) des éléments d'information et de réflexion sur les formes urbaines et régionales du développement du pays.

BERNARD et FAUROUX se consacrent depuis deux ans à une vaste enquête socio-économique (sondage sur 7000 exploitations) sur les milieux ruraux, en Equateur. Ce travail est réalisé au sein du Ministère équatorien de l'Agriculture et doit notamment aboutir à des recommandations concernant la politique agro-pastorale nationale et régionale : déterminer les zones agricoles de l'Equateur ; évaluer le potentiel des ressources naturelles renouvelables ; déterminer en conséquence les zones aptes à la culture, à l'élevage, au boisement, ainsi que les zones marginales ; contribuer à la mise au point d'une politique agraire à portée régionale et nationale dans la perspective du développement économique et social.

Ce glissement de l'activité des chercheurs vers l'assistance technique est en fait une nécessité. LIERDEMAN, dont les travaux se situent à mi-chemin entre recherche et assistance technique souligne les limitations dues à cette position hybride : accès très incomplet à l'information, perception très indirecte des processus de décision, absence de confrontation aux contraintes et contradictions à travers lesquelles se formule et se réalise le projet social. Ces limitations peuvent certes s'appliquer à de nombreux autres domaines de la recherche économique, mais elles ont une importance cruciale dans le domaine de l'organisation de l'espace, car les problèmes que l'on rencontre dans ce domaine ne peuvent être traités pour eux-mêmes dans la mesure où ils sont d'abord le sous-produit d'un certain nombre de données plus fondamentales : conséquences locales de l'organisation de la production à l'échelle mondiale ("développement" fondé sur quelques centres miniers et pétroliers, quelques zones de production agricole moderne, des relais industriels portuaires...), développement de la consommation s'appuyant essentiellement sur la frange supérieure des revenus urbains et développement corrélatif de l'inégalité des revenus, concentration du pouvoir de création et d'appropriation du profit...

II - Avenir du thème au sein de la Section

Les remarques critiques que nous venons de faire n'entraînent pas que l'étude du thème organisation de l'espace doive être négligée. Plusieurs raisons militent au contraire pour que le thème retrouve une place plus importante dans l'ensemble des travaux de la Section. Mais cette revitalisation ne sera possible que moyennant certaines transformations.

1) La demande des pays en voie de développement en matière d'assistance technique à l'aménagement régional et urbain est très forte. Que cette demande soit dans une certaine mesure l'effet d'une mode, suscitée en particulier par

certaines organismes internationaux, est incontestable. Mais cet aspect artificiel ne doit pas dissimuler le caractère dramatique des problèmes urbains ou des problèmes "d'intégration rurale" auxquels se trouvent confrontés les pays en voie de développement.

Il serait regrettable que la Section, compte tenu de son acquis en ce domaine, se détourne d'un thème de recherche considéré comme trop lié à un certain type de demande solvable. Il conviendrait au contraire que la Section, moyennant certaines réorientations dans la formulation du thème (cf. ci-après) s'engage dans une attitude active de prospection, en particulier dans des pays où l'ORSTOM n'est pas traditionnellement implanté.

2) Si le mode d'organisation d'un espace national, régional ou urbain n'est que le sous-produit de mécanismes plus fondamentaux, l'étude du thème organisation de l'espace permet précisément d'analyser ces mécanismes, au moins dans certaines de leurs conséquences. Il est inutile en particulier de souligner les liens qui unissent le thème à ceux de l'accumulation du capital et de la transformation des milieux ruraux. On peut en outre souligner les possibilités de collaboration interdisciplinaire qu'offre le thème en liaison avec les thèmes des démographes, géographes, sociologues...

Mais ces diverses possibilités de liaisons ne prendront corps que moyennant un certain déclouisonnement au sein de la Section (direction scientifique par projet et non plus par thème) et au sein de l'ORSTOM (gestion par projet et non plus par discipline scientifique).

3) Les remarques théoriques ci-dessus conduisent à proposer une reformulation du thème, que l'on peut brièvement énoncer de la façon suivante (1) : l'objectif majeur des recherches à conduire autour du thème ne se réduit pas à expliquer le mécanisme par lequel les espaces économiques s'organisent mais comment le processus d'accumulation du capital se nourrit de la dissociation entre sociétés dépossédées et espaces aliénés fermant ainsi corrélativement la voie au développement différencié de chaque société sur son espace.

Concrètement, cette réorientation conduit à évoquer entre autres

 (1) références : Manuel Castells - Sociologie de l'espace industriel, Anthropos 1975. Milton Santos - Espace et domination : une approche marxiste, in Revue Internationale des Sciences Sociales, n° 2 - 1975, Celsa Furtado - El desarrollo economico - un mito ; Siglo XXI editores, 1975.

les sous-thèmes suivants - dont on peut, si l'on veut, souligner par ailleurs le rattachement éventuel à d'autres grands thèmes directeurs - :

- Répartition des revenus, modèles de consommation, structure de la production et dimension des marchés.
- Grands projets : financement, investissements induits, effets sur l'emploi et les revenus.
- Les investissements étrangers dans la production agricole : objectifs, effets (sur la dépendance nationale, sur les revenus en milieu rural et sur l'émigration).
- Formes et fonctions urbaines (dont : localisation industrielle et formation du réseau urbain).
- Force de travail, croissance urbaine et déficit alimentaire.
- Politiques d'orientation des revenus issus de l'exploitation des ressources non renouvelables.
- Equipement du territoire, modèle de développement et rôle de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie est sélective :

- elle ne comporte que les titres jugés significatifs par rapport aux travaux analysés dans le bilan ;
- elle se limite, sauf exception, aux documents imprimés ;
- elle ne porte en général que sur la période 1973-1976.

ANCEY Gérard :

- 1974 - Relations de voisinage ville-campagne. Une analyse appliquée à Bouaké : sa couronne et sa région (Côte d'Ivoire) ORSTOM - Mémoires n° 70, 258 p.
- 1975 - Variation mossi sur le thème "Reproduction des milieux ruraux mis en contact avec le système capitaliste extérieur" (ou la double illustration d'un marché de dupes).
14 pages ronéo, à paraître dans "Travaux et Documents de l'ORSTOM".
- 1975 - Recensement et description des principaux systèmes ruraux sahé-liens. Carte et commentaires.
27 p. dactylo.
à paraître dans les cahiers de l'ORSTOM (Série Sci. Humaines).
- 1975 - Niveaux de décision et fonctions - objectifs en milieu rural africain.
Programme AMIRA n° 3
30 p. ronéo.

BERNARD Alain :

- 1976 - Essai sur la transition de la société Mahafaly vers les rapports marchands.
344 p. multigr.

BLANCHET Gilles :

- 1975 - Elites et changements économiques et sociaux dans une perspective africaine.
ORSTOM, Centre de Dakar.
116 p. multigr., bib. : pp. 105-116.

BONNEFOND Philippe :

- 1970 - L'introduction de la motorisation en agriculture traditionnelle (Moyenne Côte d'Ivoire)
Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 1969 - 37 p. multigr.
(Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture)
ce document qui est confidentiel sous sa forme intégrale a été édité dans une version très réduite in : Cah. ORSTOM, sér. Sci. Humaines, vol. VII, n° 4, 1970, pp. 21-33 .
- 1972 - Les "tractoristes" d'Odienné.
Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 1972. - 100 p. multigr.
(Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture)
(Sciences Humaines, vol. V, n° 1, 1972).

- 1973 - Les exploitations motorisées de la région d'Odienné : campagne agricole 1971/72.
Abidjan, Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 1973. 143 p. multigr.
(Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture)
(Sciences Humaines, vol. VI, n° 2, 1973).
(il existe un rapport qui résume les documents 3 et 4).
- 1975 - Le développement de la motorisation agricole en Côte d'Ivoire : les tracteurs. Abidjan Centre ORSTOM de Petit-Bassam, 198 + 335 p. (Annexes), 2 vol. multigr.
(Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture)
(Sciences Humaines, 1975, vol. VIII, n° 1).
(il existe une version résumée de ce document).
- 1976 - La motorisation agricole en zone forestière ivoirienne.
Paris, ORSTOM, 1976. - multigr.
(à paraître).

BOUTILLIER Jean-Louis :

- 1971 - La cité marchande de Bouna dans l'ensemble économique Ouest-Africain précolonial.
in : The development of indigenous trade and markets in West Africa. (Communication au 10ème séminaire de l'Internat. African Inst., Freetown, 1969).
Oxford Univ. Press, London, I.A.I., ed. MEILLASSOUX, pp. 240-252.
- 1971 - Les effets de la disparition du commerce précolonial sur le système de production Koulango.
ORSTOM, Cah. série Sci. humaines, vol. VIII, n° 3, pp. 243-254.
(Communication au Congrès Internat. des Africanistes, Dakar, Déc. 1967).
- 1972 - Urbanisation et comportements socio-démographiques, quelques caractéristiques d'une population de fonctionnaires d'un centre urbain secondaire du Nord de la Côte d'Ivoire.
Colloque Internat. du CNRS n° 539, "La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar", Bordeaux-Talence, 29 Sept-2 oct. 1970, pp. 371-374.
- 1975 - Données économiques concernant les migrations de la main d'oeuvre voltaïque.
in : Les mouvements de population en Haute-Volta.
Convention FAC n° 13/C/71/F, Juin, 62 p. multigr., tabl.
- 1975 - Les trois esclaves de Bouna.
in : L'esclavage en Afrique précoloniale, dix sept études présentées par C. MEILLASSOUX.
MASPERO, Paris, pp. 253-281.

CASTELLA, Pierre :

- 1971 - ANCEY Gérard, BONNEFOND Philippe, CASTELLA Pierre, CHEVASSU Jean-Marc, MICHOTTE Jean et LIERDEMAN Jean-Louis - Problèmes posés par le développement à base régionale en Côte d'Ivoire. (Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture), ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Côte d'Ivoire, Section Economie, Sci. humaines, vol. IV, n° 2, 76 p. multigr., dt annexes, tabl., bib. : 7 réf.
- 1971 - ANCEY Gérard, BONNEFOND Philippe, CASTELLA Pierre, CHEVASSU Jean-Marc, MICHOTTE Jean et LIERDEMAN Jean-Louis - L'analyse économique spatiale, méthodes et indicateurs. (Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture) ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Côte d'Ivoire, Section Economie, Sci. Humaines, vol. IV, n° 3, 46 p. multigr., tabl., bib. : 7 réf.
- 1971 - et BAILLON D. - Note de synthèse sur l'économie de la ville de Bouaké. ORSTOM, Centre de Petit Bassam, 1970. Micro-éditions HACHETTE, n° 71/2048, Paris.
- 1971 - Ville de Bouaké 1969 : résultats d'enquête ; Comptes économiques de la ville, rentabilité de l'étude. (Ministère du Plan, Ministère de l'Agriculture), ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, 158 p. multigr. dt 2 annexes, tabl. et questionnaires.

A paraître :

- La production de biens d'équipements au Brésil. ORSTOM, Paris. 250 p.

CHARMES Jacques :

- 1975 - Théorie et pratique de la vulgarisation agricole. Cahiers ORSTOM - Série Sci. Humaines , vol. XII, n° 3, pp. 249-258.
- 1975 - Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres Nord de la SOMALAC Cahiers ORSTOM, Série Sci. Humaines, vol. XII, n° 3, pp. 259-282.
- 1976 - De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles, à partir de l'analyse du surplus. sous presse. Travaux et Documents de l'ORSTOM, 32 p.
- 1976 - Théories, politiques et planifications du développement. multigr., 73 p. + 75 p. A paraître.

- 1976 - Evolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord Ouest du Lac Alaotra).
sous presse. Cahiers ORSTOM. Série Sci. Humaines, vol. XIII.

CHEVASSU Jean-Marie :

- 1974 - et VALETTE Alain - Analyse de deux secteurs industriels : les industries agro-alimentaires, les industries chimiques et assimilées.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 6, 142 p. et 112 p. multigr., tabl., graph.
- 1975 - et VALETTE Alain - Les relations intermédiaires dans le secteur industriel ivoirien.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire),
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 12, 36 p. multigr., 8 tabl.
- 1975 - et VALETTE Alain - Les industriels de la Côte d'Ivoire. Qui et pourquoi ?
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 13, 61 p. multigr.
- 1975 - et VALETTE Alain - Les revenus distribués par les activités industrielles en Côte d'Ivoire.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 14, 63 p. multigr.

COUTY Philippe :

- 1972 - (en collaboration avec COPANS J., ROCH J. et ROCHETEAU G.)
Maintenance sociale et changement économique au Sénégal.
I. Doctrine Economique et Pratique du travail chez les Mourides.
ORSTOM, coll. Travaux et Documents, n° 15, 274 p.
- 1973 - Comptabilité nationale et enquêtes sur la fonction commerciale dans les pays moins développés.
Bull. liaison STATECO (INSEE/Coop.) n° 4, déc. pp. 3-19.
- 1973 - Différences de niveau technologique et circuits commerciaux
ORSTOM, Cahiers Série Sci. Humaines, Vol. X, n° 4, pp. 311-320.
- 1975 - Peut-on perfectionner les théories du développement.
ORSTOM, Cahiers Série Sci. Humaines, vol. XII, n° 3, pp. 1-8.

- 1976 - (en collaboration avec J. COPANS)
Contes Wolof du Baol.
Collection "La Voix des Autres" - U.G.E., 10/18, Paris, 191 p.

DELAUNAY Daniel :

- 1975 - Migrations et pénétration de l'économie marchande.
Le Waalo (Région du fleuve Sénégal). Dactylo., 46 p. ORSTOM, Dakar.
- 1976 - Mode et typologie des migrations rurales.
Enquête réalisée dans la région de Dagana.
Ronéo ORSTOM Dakar, 82 p.

FAUROUX Emmanuel :

- 1974 - Dynamismes pré-coloniaux et transformations actuelles d'une communauté villageoise de Vakinankaratra.
Cah. Centre d'Et. des Coutumes, Tananarive, X, Univ. de Madagascar
Faculté de Droit et Sci. Econom., pp. 61-91, 2 cart., 1 tabl.
- 1974 - Les rapports de production Sakalava et leur évolution sous l'influence coloniale.
ORSTOM, Paris, Mai, 40 p. multigr., 5 tabl.
- 1974 - Les modes de reproduction de la formation sociale Sakalava du Menabe.
ORSTOM, 37 p. dactyl. (à paraître).
- 1975 - La formation sakalava ou l'histoire d'une articulation ratée.
ORSTOM, Paris, Faculté de Droit et de Sci. Econom. de l'Univer.
de Paris X, Nanterre
405 p. multigr., 31 tabl., 3 sché., 7 cartes.

GASTELLU Jean-Marc :

- 1974 - Maintenance sociale et changement économique au Sénégal. II.
Pratique du travail et rééquilibres sociaux en milieu Sérér.
ORSTOM, Paris, Coll. Travaux et Documents n° 34, 156 p., 13 fig.,
tabl., 14 photogr., bibliographie (en collaboration avec B.
DELPECH).
- 1974 - Résidence, tenure foncière, alliance dans une société bilinéaire :
Serer du Sine et du Baol.
Cahiers d'Etudes Africaines, vol. XIV, n° 55, 3ème cahier, Paris,
Mouton, pp. 417-452, 12 tabl., 4 cartes, bibliographie.
(en collaboration avec M. DUPIRE, B. DELPECH et A. LERICOLLAIS).

- 1975 - Un économiste fourvoyé en anthropologie : Olivier Leroy.
Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. LIX, juillet-décembre,
pp. 315-336.
- 1976 - L'autonomie locale des Serer du M'Bayar.
in : Autonomie locale et intégration nationale au Sénégal. (en
collaboration avec J.L. BALANS et C. COULON).
Bibliothèque de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, Paris,
Ed. A. Pédone, pp. 111-160.
- 1976 - L'égalitarisme économique chez les Serer du Sénégal.
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, 907 p. multigr.

LE CHAU :

- 1973 - Economie urbaine d'Antsirabé (Madagascar 1966-1969)
ORSTOM, Travaux et Documents n° 21, 153 p., tableaux, 24 fig.,
dt 3 h.t.
- 1974 - Etude comparative de politiques agraires du Tiers-Monde.
1ère édition : Revue Apuntes n° 3, nov. 1974, Univ. du Pacifique,
Lima, Pérou, 15 p.
2ème édition : CADERNOS do CEAS Bahia, Brésil 1976.
3ème édition : MEXICO 1976.
- 1975 - Estructura de produccion, de empleo y relaciones inter-industriales
en el area metropolitana Lima-Callao
I.N.P. (Institut National de Planification), Lima, sept. 1975, 63p.
+ annexe de méthodologie et cartes.
- 1975 - Fundamento conceptual y metodologico para el acondicionamiento del
territorio, INP, Lima, Août 1975, 67 p., 4 schémas.
- 1975 - (en collaboration avec d'autres auteurs)
Análisis de obrasteoricas y politicas sobre lo Estado
Grupo de Investigacion Cientifica
Mission ORSTOM, Lima, Pérou.

LIERDEMAN Jean-Louis :

- 1973 - L'économie urbaine des pays en voie de développement.
in : Présentation des thèmes de recherches économiques à l'ORSTOM.
Document de travail.
ORSTOM, Paris, Mai, pp. 17-22, multigr.
- 1974 - La distribucion de la industria fabril en Venezuela.
Caracas, Nov., 7 p. multigr., 6 tabl. h.t.

- 1974 - CHI-YI-CHEN, LIERDEMAN Jean-Louis et al. - Desarrollo Regional y Urbano en Venezuela : ensayo de interpretacion
Cadre de référence, Document de travail, annexe : datos, variables, fuentes.
Caracas, Juin. 9 p. multigr., annexe : 13 p. multigr.
- 1974 - CHI-YI-CHEN, LIERDEMAN Jean-Louis - Crecimiento urbano y desarrollo regional : propuesta de Investigaciones.
IIE, UCAB, ORSTOM, Caracas, 8 p. multigr.
- 1975 - VELASQUEZ J.A. et LIERDEMAN Jean-Louis - Desarrollo regional y urbano en Venezuela, ensayo de interpretacion.
Capitulo II - La estructura de la produccion.
Publ. provisional, Cuaderno n° 3, del Inst. de Investigaciones Econom. y sociales,
UCAB, Caracas, déc., 127 p. multigr.

MERSADIER Yvon :

- 1973 - Exposé à l'Assemblée territoriale de Nouvelle Calédonie sur l'aménagement de la région de Koumac.
in : Compte-rendu des débats de l'Assemblée Territoriale, deuxième session 1973.
Schéma de l'exposé : 13 p. dactyl., Nov.
- 1974 - Programmation des réalisations commerciales et des réalisations commerciales des bureaux à Koumac;
MAT (Mission d'aménagement du Territoire), Nouvelle Calédonie, Juin, 16 p. multigr.
- 1974 - Rapport de la commission environnement de la section locale de Nouvelle Calédonie.
Préparation du VIIème Plan.
MAT (Mission d'aménagement du Territoire), Nouvelle Calédonie, 20 p. multigr.
- 1975 - Le développement du tourisme en Nouvelle Calédonie, 30 Juin, 46 p. multigr., graph., tabl.

MICHOTTE Jean :

- 1974 - CHEVASSU Jean-Marie et MICHOTTE Jean - Les relations entre les zones rurales et les centres secondaires de la région de Bouaké.
in : ANCEY Gérard, CHEVASSU Jean-Marie, MICHOTTE Jean - L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké. ORSTOM, Trav. et Doc., de l'ORSTOM, n° 38, pp. 9-82, tabl., 6 fig.
- 1974 - Systèmes de production et niveaux de revenus dans la zone dense du contact forêt-savane à l'Ouest de Bouaké.
in : ANCEY Gérard, CHEVASSU Jean-Marie, MICHOTTE Jean - L'économie

de l'espace rural de la région de Bouaké.

ORSTOM, Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 38, pp. 83-110, 7 fig., tabl.

- 1974 - Les marchés des pays baoulé de la zone dense. Typologie, organisation et fonctionnement.
in : ANCEY Gérard, CHEVASSU Jean-Marie, MICHOTTE Jean - L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké. ORSTOM, Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 38, pp. 137-182, 27 fig., tabl.
- 1974 r Mouvements migratoires et développement économique dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké.
in : ANCEY Gérard, CHEVASSU Jean-Marie, MICHOTTE Jean - L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké. ORSTOM, Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 38, pp. 229-238, tabl., 13 fig.
- 1974 - Aspectos metodologicos y praticos del analisis de los centros urbanos intermediarios.
Pérou, Office Régional du Nord, Institut National de Planification (ORDEN).
Version française à paraître dans les Cahiers de l'ORSTOM, série Sci. Humaines.

MINVIELLE Jean-Pierre :

- 1976 - Migrations et économies villageoises dans la Vallée du Sénégal. Etude de 3 villages de la région de Matam.
ORSTOM, Dakar, ronéo.
127 p. août.

ROBINEAU Claude :

- 1972 - Comportements et dynamismes économiques différentiels en Polynésie orientale. Exemple de Moorea;
ORSTOM, Cah. série Sci. Humaines, vol. IX, n° 1, pp. 7-13, bib. : 9 ref.
- 1974 - L'urbanisation en tant que processus de changement rural. Le cas de la Polynésie Française : Papeete et Moorea 1960-1970.
ORSTOM, Cah. série Sci. Humaines, vol. XI, n° 3-4, (Civilisation traditionnelle et urbanisation dans le Sud Pacifique).
pp. 287-297, 2 cart., bib.
- 1975 - The Tahitian Economy and Tourism.
in : A new kind of Sugar, Tourism in the Pacific.
East-West Center Honolulu, Hawaiï, East-West Technology and development Inst., ed. Ben R. FONNET, Karen Ann WATSON, pp. 61-76, tabl. graph., cart., notes, bib; pp. 61)76.

- Reproduction sociale ou changement en Polynésie Orientale, le cas tahitien.
43 p. manus., cart., fig., bib. : 36 ref. A paraître in : Travaux et Documents de l'ORSTOM.

ROCH Jean :

- 1974 - et ROCHETEAU Guy - La politique du crédit au Sénégal de 1964 à 1972. tableaux statistiques.
ORSTOM, Centre de Dakar-Hann, Août, 70 p. multigr., tabl.
- 1975 - Les migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais.
ORSTOM, Cah. Série Sci. Humaines, vol. XII, n° 1, pp. 55-80, 9 tabl., 3 annexes, 1 carte.
- 1975 - La richesse paysanne en bassin arachidier sénégalais : inventaires et essai d'évaluation des biens familiaux.
(Communication présentée au colloque sur l'habitat rural à Butaré, Rwanda, en collaboration avec le "Programme Environnement" de l'Inst. Afric. de Planif, et de Dévelop.).
ORSTOM, Centre de Dakar, 36 p. multigr., 4 tabl.
- 1975 - et ROCHETEAU Guy - Le rôle de l'Etat dans le contrôle du crédit au Sénégal.
ORSTOM, Cah. série Sci. Humaines, vol. XII, n° 3, PP. 221-234, tabl.
- 1975 - Le rôle et la place de la femme sénégalaise dans le développement.
Conseil économique et Social du Sénégal.
80 p. multigr., 17 tabl.

ROCHETEAU Guy :

- 1975 - Terroirs Africains.
"Environnement Africain", n° 1, Dakar, 11 p.
- 1975 - Société Wolof et mobilité.
ORSTOM, Cah. série Sci. Humaines, vol. XII, n° 1, pp. 3-18, 8 fig., 3 tabl.
- 1975 - Pionniers mourides au Sénégal : colonisation des terres neuves et transformation d'une économie paysanne.
ORSTOM, Cah. Série Scien. Humaines, vol. XII, n° 1, pp. 19-53, 8 fig. 23 tabl.

- 1975 - The modernization of agriculture : land utilization and the preference for consumption crops in the groundnut basin of Senegal.
in : Population in African Development (P. CANTRELLE), ed. ORDINA, DOLHAIN, Belgique.
- 1976 - Mouridisme et économie de traite : dégagement d'un surplus et accumulation dans une confrérie islamique au Sénégal.
A paraître : Travaux et Documents de l'ORSTOM.

VALETTE Alain :

- 1974 - et CHEVASSU Jean-Marie - Analyse de deux secteurs industriels : les industries agro-alimentaires, les industries chimiques et assimilées.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 6, 142 p. et 112 p. multigr., tabl., graph.
- 1975 - et CHEVASSU Jean-Marie - Les relations intermédiaires dans le secteur industriel ivoirien.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire),
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 12, 36 p. multigr., 8 tabl.
- 1975 - et CHEVASSU Jean-Marie - Les industriels de la Côte d'Ivoire. Qui et pourquoi ?
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 13, 61 p. multigr.
- 1975 - et CHEVASSU Jean-Marie - Les revenus distribués par les activités industrielles en Côte d'Ivoire.
(Ministère du Plan, Côte d'Ivoire).
ORSTOM, Centre de Petit Bassam, Abidjan, Côte d'Ivoire, Sci. Humaines, série Etudes Industrielles n° 14, 63 p. multigr.

WEBER Jacques :

- 1973 - La région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. Essai d'analyse d'une forme locale de production dominée.
IDEP, Dakar, Séminaire sur "L'émergence du capitalisme agraire en Afrique au Sud du Sahara", 12 p. multigr.
- 1974 - Structures agraires et évolution des milieux ruraux : la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun.
ORSTOM, Centre de Yaoundé, 50 p. multigr., 6 phot., 4 cart.
- 1974 - Types de surproduit et formes d'accumulation : la région cacaoyère

du Centre Sud Cameroun.

Contribution au groupe "Reproduction des milieux ruraux africains et malgaches",

ORSTOM, Centre de Yaoundé, 30 p. multigr.

- 1975 - La région cacaoyère du Centre Sud Cameroun. Essai d'analyse d'une forme locale de production dominée.
in ; "Capitalisme Agraire en Afrique", Samir AMIN éd., Anthropos, Paris,

A paraître

- Structures agraires et évolution des milieux ruraux : la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun.
ORSTOM, Cah. Série Sci. Humaines.

WINTER Gérard :

- 1973 - L'accumulation du capital en milieu sous-développé et en relation avec le pouvoir et le savoir.
ORSTOM, Paris, mai, 85 p. multigr.
- 1974 - Région : concept opérationnel perfectible ou concept piège ? (rapport introductif).
in ; Thème 5 : Mise en oeuvre de développement régional. "Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar."
Journées de travail de Yaoundé, 9-12 octobre 1972. ORSTOM, Trav. et Doc. de l'ORSTOM n° 39, Paris, pp. 303-311.
- 1975 - La population rurale et le planificateur.
Séminaire sur la planification agricole et la population, Tanger, 3-15 nov. (ref. 80200 2 75), 9 p. multigr., 11 sch. h.t.
- 1975 - Intérêt et limites des méthodes quantitatives de la planification en Afrique.
ORSTOM, Cah. série Sci. Humaines, vol. XII, n° 3, pp. 23-36.
- A paraître :
Le contenu et les méthodes de la planification au Cameroun de 1960 à 1972,
ORSTOM, Ministère du Plan du Cameroun, 400 p. multigr.